

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 20 MARS 2023**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 23/130		
CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS TRIPARTITE ETABLIE PAR LA CCIV AU PROFIT DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - ZIP DE BREGAILLON - LA SEYNE-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Gilles VINCENT, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/130

BUREAU DU 20 MARS 2023

**O B J E T : CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
CONSTITUTIVE DE DROITS REELS TRIPARTITE
ETABLIE PAR LA CCIV AU PROFIT DU CENTRE
NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)
- ZIP DE BREGAILLON - LA SEYNE-SUR-MER -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision du Bureau Métropolitain n°22/541 en date du 05 septembre 2022 concernant la convention tripartite de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Métropole relative aux opérations de travaux portuaires liés au projet intitulé Mediterranean Eurocentre for Underwater Sciences and Technologies (MEUST),

VU la délibération n°22D11 du 31 janvier 2022 de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var portant Autorisation d'Occupation Temporaire constitutive de droits réels au bénéfice du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS),

VU l'avis du Conseil d'Exploitation des Régies des Ports du 08 mars 2023,

VU la convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels ci-annexée,

CONSIDERANT que le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) est porteur d'un projet intitulé Mediterranean Eurocentre for Underwater Sciences and Technologies (MEUST) inscrit dans le cadre du Contrat de Projet Etat Région, qui porte sur la construction d'un bâtiment neuf et l'acquisition d'équipements scientifiques pour créer une plateforme mutualisée ouverte à plusieurs disciplines scientifiques liées aux milieux marin et sous-marin,

CONSIDERANT que la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de Brégaillon correspondant en tous points à ses besoins, le CNRS a sollicité de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var, en sa qualité de Concessionnaire des ports de Toulon, l'autorisation d'occuper 4178 m² de terre-pleins dans ladite ZIP,

CONSIDERANT qu'il s'agit de délivrer une convention d'occupation constitutive de droits réels tripartite entre le CNRS, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour une durée de 45 ans, compte tenu du montant des investissements nécessaires à cette occupation,

CONSIDERANT que l'objet de la convention consentie au CNRS porte sur une surface totale de 4178 m² de terre-pleins sur les lots 25, 26 et 27 de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon,

CONSIDERANT que la concession d'outillage public et de terre-pleins consentie à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var expirera en 2025,

CONSIDERANT que l'activité "exercice et exploitation d'activités scientifiques et techniques liées aux milieux marin et sous-marin", exercée par le CNRS, ne revêt pas une dimension économique,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public constitutive de droits réels avec le CNRS et la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var ci-annexée, pour une durée de 45 ans, ainsi que tout acte y afférent.

ARTICLE 3

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

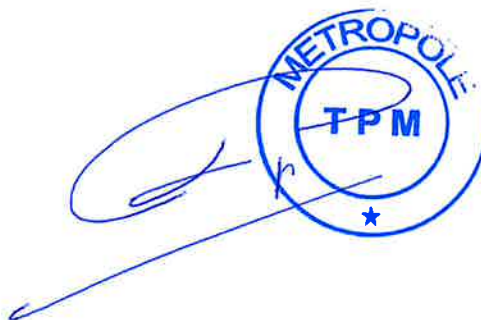
Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

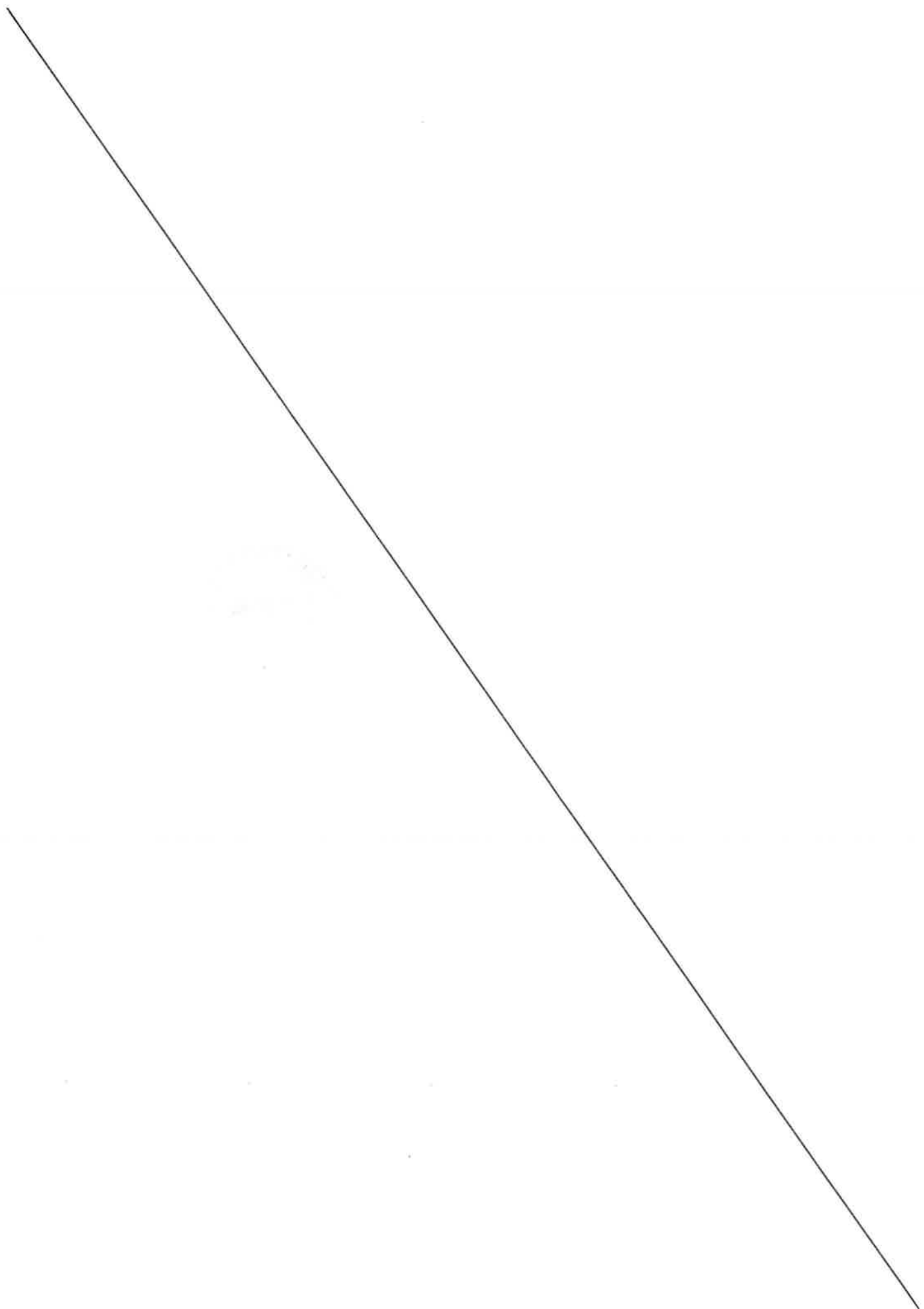
Fait à Toulon, le 20 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0







CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC MARITIME

CNRS

(Terre-plein – Lot 25,26 et 27 - ZIP de Brégailhon)



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

N° 2022.001

Bénéficiaire : LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Durée : 45 ans

Localisation : Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon

ENTRE

**LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE METROPOLITAINE ET TERRITORIALE
DU VAR**

Etablissement Public créé par Ordonnance du 13 Juin 1833, régi par les dispositions du titre premier du livre septième du code de commerce,

Domiciliée en son hôtel sis à Toulon, 236 Boulevard Maréchal Leclerc,

Agissant en qualité de Concessionnaire des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce réglementé par le cahier des charges annexé à l'arrêté Ministériel du 24 Janvier 1956 modifié par avenants,

Représentée par Monsieur Basil GERTIS, en sa qualité de Président, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération de l'Assemblée Générale en sa séance du 23 novembre 2021,

Ci-après dénommée "le Concessionnaire",

ET

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Créée par décret n° 2017-1758 du 26 décembre 2017,

Domiciliée en son Hôtel sis 107, bd Henri Fabre à Toulon - CS 30536 – 83041 Cedex 9,

Représentée par Monsieur Hubert FALCO, en sa qualité de Président de la Métropole, dûment habilité aux présentes, en vertu de la décision du Bureau Métropolitain en date du ,

Ci-après dénommée "le Concédant", "l'Autorité Concédante",

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)

Etablissement public national à caractère administratif inscrit au répertoire SIRENE sous le numéro 180 089 013

Domicilié sis 3 Rue Michel Ange – 75016 PARIS Cedex 16

Représenté par Monsieur Antoine PETIT, en sa qualité de Président – Directeur Général, lequel a délégué sa signature à Madame Clara HERER, en sa qualité de Déléguée Régionale de la Délégation Côte d'Azur du CNRS.

Ci-après dénommée "Le Bénéficiaire",

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

Il est convenu ce qui suit :

Au préalable, les parties se sont accordées sur les définitions et désignations suivantes :

« **CONCESSIONNAIRE** » : La Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var en sa qualité de Concessionnaire, pour la durée de son Contrat de Concession ;

« **CONCEDANT** »
« **AUTORITE
CONCEDANTE** » :

désigne la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

« **OCCUPATION** » :

désigne la mise à disposition d'une installation à usage privatif ;

« **PORTS DE TOULON** » :

désigne indifféremment les plateformes portuaires et ports suivants :

- Port de commerce de Toulon Côte d'Azur (TCA) ;
- Zone Industriale Portuaire de Brégaillon ;
- Môle Marepolis ;
- Bois Sacré.

« **REDEVANCE DOMANIALE** » :

désigne la redevance due en contrepartie de l'occupation du domaine public.
Elle peut être constituée d'une part fixe et d'une part variable ;

« **TARIF D'OUTILLAGE PUBLIC** » : désigne le recueil des tarifs appliqués par le Concessionnaire et issu d'une procédure tarifaire régulièrement instruite.

Les termes « **BENEFICIAIRE** » et « **AUTORISATION** » peuvent être utilisés indifféremment au singulier ou au pluriel.

PREAMBULE

Par arrêté ministériel en date du 24 janvier 1956, l'Etat, propriétaire des ports de Toulon, a confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var la gestion des terrains domaniaux incorporés dans la concession d'outillage du port de Toulon Commerce, règlementé par le cahier des charges modifié par voie d'avenant.

En application des dispositions du cahier des charges de la concession, modifié par voie d'avenant, la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du Var est autorisée à accorder, sur le domaine public dont elle est Concessionnaire, des autorisations d'activité et/ou d'occupation du domaine public assorties du paiement d'une redevance et dans le respect des dispositions du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP).

En l'espèce, le CNRS est porteur d'un projet intitulé « Mediterranean Eurocenter for Underwater Sciences and Technologies » (MEUST) inscrit dans le cadre du Contrat de Projet Etat Région.

Ce projet porte sur la construction d'un bâtiment neuf et l'acquisition d'équipements scientifiques pour créer une plateforme mutualisée ouverte à plusieurs disciplines scientifiques liées aux milieux marin et sous-marin.

La Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de Brégaillon correspondant en tous points à ses besoins, le CNRS a sollicité de la Chambre de Commerce et d'Industrie Métropolitaine et Territoriale du var, en sa qualité de Concessionnaire des ports de Toulon, l'autorisation d'occuper des terre-pleins dans ladite ZIP.

Par délibération en date du 2 octobre 2017, la CCIV a adopté la proposition visant à conclure avec le CNRS une convention préliminaire en vue de l'occupation du domaine public maritime, à savoir les Lots 25, 26 et 27 de la ZIP de Brégaillon. Cette convention a été conclue le 3 septembre 2018.

Afin de poursuivre le développement de cette implantation, les parties ont convenu de préciser les conditions d'exécution de la convention précitée dans le cadre d'un avenant signé en date du 26 novembre 2019.

Parallèlement, le CNRS a bénéficié d'une autorisation d'occupation temporaire lui permettant d'occuper un terre-plein d'une superficie de 60 m² situé au Lot 26 de la Zone Industriale-Portuaire de Brégaillon. Cette autorisation, consentie à compter du 1^{er} mars 2020, prendra fin à la signature de la présente convention.

Par suite, eu égard aux délais de mise en œuvre du projet, il a été nécessaire de conclure le 21 juin 2022 une deuxième convention préliminaire, prenant fin à la date de signature de la présente permettant notamment (i) la mise à disposition des Lots 25, 26 et 27 de la ZIP de Brégaillon à compter du 1^{er} janvier 2022, (ii) de prévoir la répartition financière des travaux de dépollution, thématique objet d'une convention particulière signée le 17 mai 2022.

En parallèle une convention tripartite de délégation de maîtrise d'ouvrage à la Métropole de Toulon Provence Méditerranée pour des travaux portuaires liés au projet MEUST a été conclue le 13 septembre 2022 entre la Métropole, la CCIV et le CNRS. La Métropole assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de voirie en bord à quai, du reprofilage de quai et des réseaux y afférent.

PREMIERE PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS PARTICULIERES D'OCCUPATION

ARTICLE PRELIMINAIRE. CARACTERE TRIPARTITE

La durée de la convention d'occupation allant au-delà de la durée de la concession dévolue au Concessionnaire qui prendra fin le 31 décembre 2025, la présente est conclue de manière tripartite avec le Concédant afin de garantir les droits et obligations de chacune des parties et d'acter l'accord du Concédant sur cette durée. A l'expiration de la concession évoquée ci-avant, le Concédant et/ou le nouveau Concessionnaire se substitueront de plein droit dans les droits et obligations du Concessionnaire au titre de la présente convention, qui se poursuivra jusqu'à son terme.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention d'occupation temporaire constitutive de droits réels a pour objet de définir les conditions particulières et générales dans lesquelles le Bénéficiaire est autorisé à occuper, sous le régime des Autorisations d'Occupation Temporaire du domaine public défini par le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, à titre précaire et révocable, des installations situées sur le domaine public du Concessionnaire et à y exercer une ou plusieurs activités.

ARTICLE 2. DESIGNATION DES INSTALLATIONS MISES A DISPOSITION

Le Concessionnaire autorise le Bénéficiaire à occuper les installations désignées ci-après et délimitées sur le plan ci-annexé (**Annexe n°1 : Plan de situation des lieux concernés**) :

ZONE INDUSTRIALO-PORTUAIRE DE BREGAILLON – Commune de La Seyne-sur-Mer		
Localisation	Nature des installations	Superficie
Lot 25, 26 et 27 Parcelle BX 87 DP	Terre-Plein	4 178 m ²
TOTAL		4 178 m ²

Le Concessionnaire accorde l'usage exclusif et la charge de l'entretien de la voie de circulation desservant les lots 26 et 27 sans préjudice des droits attachés aux lots adjacents 29 et 30.

ARTICLE 3. AUTORISATION D'ACTIVITES

Les installations précitées sont mises à disposition du Bénéficiaire, lequel est autorisé à y exercer les activités suivantes à l'exception de toutes autres activités :

Exercice et exploitation d'activités scientifiques et techniques liées aux milieux marin et sous-marin

Tout changement ou adjonction d'activité du Bénéficiaire est interdit sans autorisation préalable et écrite du Concessionnaire.

A défaut, la présente convention peut être révoquée par le Concessionnaire, dans les conditions prévues aux présentes.

ARTICLE 4. CONDITION SUSPENSIVE

SANS OBJET

ARTICLE 5. CONDITIONS FINANCIERES

1. Redevance domaniale :

En contrepartie de l'autorisation d'occuper les installations mises à disposition aux termes de la présente convention, le Bénéficiaire verse au Concessionnaire une redevance d'occupation.

• Redevance d'occupation pour les surfaces de terre-plein :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

TOP EMTC valeur 2023

Titre 9 – 2) B-2 – Terrain non revêtu contigu à un bord à quai : 0,51 € HT/m²/mois,

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 4 178 m² : **25 569,36 € HT /an**

A cette somme s'ajoute la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

2. Charges communes :

SANS OBJET

3. Prestations individuelles :

En sus de la redevance mentionnée ci-avant, il est rappelé que, sur simple demande du Concessionnaire ou du Concédant, le Bénéficiaire prend en charge les coûts des prestations individuelles liées à son occupation, dont les consommations et leur fourniture, la TVA au taux en vigueur ainsi que les impôts et taxes actuels et à venir liés à ses activités ou son implantation sur le site.

La responsabilité du Concessionnaire ne peut être recherchée en cas d'interruption ou de perturbation survenant dans la fourniture de la prestation et résultant notamment de travaux ou de modifications exécutés sur les réseaux et installations dans l'intérêt de l'aménagement, de l'équipement, ou de l'exploitation du Port, ou dans le cas de force majeure.

La CCIV autorise l'accès du CNRS aux réseaux d'eau industrielle, d'électricité MT, d'eau potable sur le port de Brégaillon.

Le CNRS prend à sa charge l'ouverture et abonnements des compteurs nécessaires pour l'eau et l'électricité, ainsi que les consommations y afférentes.

A défaut, la fourniture des fluides par la CCIV, dans la limite des installations disponibles sur les parcelles concernées ou en bordure, donnera lieu à l'application des tarifs suivants :

- Pour la fourniture d'eau douce :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

TOP EMTC valeur 2023

Titre 3 – 1) – Fourniture d'eau douce : **4,09 € HT/m³**

Le minimum de perception est de 10 m³

- Pour la fourniture d'énergie électrique et frais de raccordement :

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur lors de l'établissement de la présente convention :

TOP EMTC valeur 2022

Titre 3 – 2) – Fourniture d'énergie électrique : **0,31 € HT/KWH,**

Titre 3 – 2) – Frais de raccordement : **166,35 € HT/branchement.**

Les sommes dues au Concessionnaire au titre des prestations individuelles sont facturées tous les six (6) mois après relevé des consommations.

4. Application du Tarif d'Outillage Public :

En tout état de cause, le Concessionnaire est tenu d'appliquer les dispositions du Tarif d'Outillage Public (TOP) à l'ensemble des prestations et services fournis.

5. Garantie de paiement :

- a) Le Bénéficiaire doit au jour de la signature des présentes remettre au Concessionnaire, en garantie du paiement de la redevance et de la bonne exécution des clauses et conditions de la présente convention, un dépôt de garantie correspondant à deux trimestres de redevance domaniale toutes taxes comprises (TTC), à savoir **un montant de 15 341,62 €**

Ce dépôt de garantie, non productif d'intérêt, sera réactualisé par le Bénéficiaire en cas de modification des conditions financières et/ou des conditions d'occupation.

Le dépôt de garantie peut être remplacé par la constitution d'une garantie à première demande.

- b) En cas de défaut de paiement, le Concessionnaire adresse au Bénéficiaire une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, de s'acquitter des sommes dues sous 15 jours à compter de la réception de celle-ci.

Passé ce délai le Concessionnaire affectera le montant du dépôt de garantie ou mettra en jeu la garantie à première demande fournie à hauteur des sommes dues.

- c) Cette garantie devra être reconstituée intégralement dans un délai de 30 jours, à réception de la mise en demeure qui sera adressée par le Concessionnaire au Bénéficiaire par lettre recommandée avec accusé de réception, sous peine de révocation de plein droit de la présente convention.

6. Révision :

La redevance d'occupation et les prestations individuelles, telles que définies ci-avant, sont révisée en fonction de la variation du tarif d'outillage public applicable.

7. Conditions de Règlement :

Les sommes dues au Concessionnaire au titre de la redevance d'occupation sont facturées d'avance semestriellement.

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, les factures seront déposées par le concessionnaire sur le portail de l'Etat Chorus Pro.

Les informations qui doivent figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS - SIRET n°18008901303720
- Le code service : UAR855_3
- L'adresse du centre de facturation : CNRS SCTD, 2 rue Jean Zay, TSA61004, 54519 Vandœuvre-lès-Nancy cedex

Les factures seront payées par le bénéficiaire dans les 30 jours du dépôt sur le portail. En cas de retard dans le règlement d'une somme quelconque due au Concessionnaire dans le cadre de la présente convention, toute somme échue portera intérêt à un taux égal à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur, sous réserve de tous autres droits et recours.

L'intérêt est dû de plein droit dès la date d'exigibilité de la somme correspondante.

En cas d'occupation après résiliation ou non renouvellement de la convention, en sus des pénalités prévues aux présentes, la redevance reste due pour la durée d'occupation, à titre d'indemnité pour le Concessionnaire, sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés.

Sauf dans le cas de résiliation dans l'intérêt général, les redevances payées d'avance par le Bénéficiaire resteront acquises au Concessionnaire, sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

ARTICLE 6. DUREE

La convention est accordée à compter de la date de signature de la présente par l'ensemble des Parties pour une durée de 45 ans.

Néanmoins, l'une ou l'autre des Parties peut faire connaître son intention de résilier selon les dispositions définies dans la convention.

Le Bénéficiaire est tenu de libérer les lieux au terme de la présente convention.

Si le CNRS rencontre des difficultés majeures et persistantes remettant en jeu la réalisation effective du projet immobilier MEUST et le besoin d'occuper les parcelles objet de l'autorisation, il se rapprochera des autorités compétentes pour déterminer, d'un commun accord, la nouvelle durée de la convention.

ARTICLE 7. TRAVAUX, AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS – ETAT DES LIEUX APRES REALISATION DU PROJET

Le Bénéficiaire est autorisé à réaliser sur les dépendances du domaine public mises à sa disposition par la présente, les travaux pour les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier, ainsi que pour les aménagements (tous travaux d'aménagement utiles, notamment la création et l'entretien des accès routiers au site, les raccordements aux réseaux nécessaires pour assurer l'activité envisagée, la clôture des terres pleins mis à disposition).

Le projet immobilier portant sur la création d'une plateforme mutualisée ouverte à plusieurs disciplines scientifiques liées aux milieux marin et sous-marin (projet MEUST) est détaillé dans les documents techniques et financiers annexés aux présentes.

A la date de signature de la présente convention, le projet est réalisé suivant :

- une convention de financement signée le 17 mai 2022 entre la CCIV et le CNRS fixant les modalités de traitement de la pollution des sols dans le cadre de la construction des ouvrages du projet MEUST et déterminant leur prise en charge financière respective.
- un permis de construire n° PC 08312620C0073 accordé le 21 mai 2021 par le Maire de La Seyne-sur-Mer pour la construction de 2 426 m² de surface de plancher et la création de stationnements ;
- un montant total du projet, toutes dépenses confondues hors taxes à engager, estimé à 7 156 577 d'euros HT à la date de signature de la présente convention ;
- une exécution des travaux dans un délai de 24 mois.

Le Bénéficiaire doit informer le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, de tout commencement d'exécution des travaux, en respectant un préavis de quatre (4) semaines, et ce afin que ces derniers puissent vérifier la conformité de ceux-ci avec les travaux présentés en Annexe L'avis donné au titre de la présente sur les travaux présentés en annexe ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Concessionnaire ou du Concédant.

Le Bénéficiaire, maître d'ouvrage public, exécutera lui-même ou fera exécuter sous sa seule responsabilité par la personne de son choix et à ses frais les travaux ayant reçu les autorisations préalables nécessaires.

A l'achèvement des travaux, et prise de la décision de réception des ouvrages, le Bénéficiaire adresse au Concessionnaire et au Concédant le bilan de l'opération avec le calendrier, les grandes étapes et un bilan financier.

A l'issue de la réalisation des ouvrages et installations du projet, les Parties établissent contradictoirement un état des lieux, valant récolement au sens de l'article 19 des conditions générales.

ARTICLE 8. DROIT REEL

La présente convention porte sur une autorisation d'occupation du domaine public constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP).

Ces droits réels portent sur les ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier énoncés à l'article 7 de la présente, réalisés par le Bénéficiaire.

En application de l'article L.2122-8 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), les droits réels conférés ne peuvent être hypothéqués que pour garantir les emprunts contractés par le Bénéficiaire de la présente convention en vue de financer la réalisation desdits ouvrages et installations de caractère immobilier situés sur la dépendance domaniale occupée.

Ces hypothèques prendront fin au plus tard à l'expiration de la présente autorisation.

Par ailleurs, la convention, conférant des droits réels, le CNRS s'engage à l'adresser à l'Etude PIERONI MIGNON GUZMANN pour la déposer au rang des minutes du notaire et procéder aux formalités de publicité foncière auprès du Service de Publicité Foncière.

Les frais du présent acte, et ceux qui en seront la suite, sont à la charge du Bénéficiaire (notaire, publicité foncière ...)

Une copie de l'acte authentique publié sera communiquée à chacune des Parties.

Les droits réels et sûretés sur lesdits droits et biens s'éteignent au plus tard à l'expiration du titre d'occupation délivré, quels qu'en soient les circonstances et le motif.

ARTICLE 9 - CESSION - SOUS-LOCATION

L'autorisation d'occupation et d'utilisation du domaine public est personnelle.

Conformément à l'article 18 de la Deuxième Partie de la convention, la cession et sous-location ne sont pas autorisées.

Cependant si le Bénéficiaire envisage de procéder à une sous-location ou à la concession de tout autre droit à un tiers, à vocation non économique, il est tenu de présenter une demande de validation avec un préavis de six mois au plus tard avant l'entrée dans les locaux.

Après accord du Concessionnaire, de l'Autorité Concédante et conclusion de la convention de sous-occupation, le CNRS s'engage à prendre toute disposition nécessaire pour que la responsabilité des concessionnaires ne soit engagée par cette nouvelle occupation.

ARTICLE 10 - RESPONSABILITES ET ASSURANCE

10.1– Principes de responsabilité

Le Bénéficiaire est seul responsable vis à vis du Concessionnaire/Concédant du respect des obligations mises à sa charge par la Convention ainsi que de la réglementation applicable dans ce cadre, par tout tiers intervenant pour son compte (tel que intervenant aux travaux, sous-occupant, fournisseur ou prestataire).

Le Bénéficiaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages qui pourraient être causés :

- aux biens mis à sa disposition ainsi qu'aux ouvrages et installations qu'il a réalisés sur lesquels il ne peut pas se prévaloir de droit réel ;
- à lui-même, à ses propres biens y compris les ouvrages et installations sur lesquels il dispose d'un droit réel, aux biens dont il est détenteur à un titre quelconque, ainsi qu'à ses préposés ;
- aux tiers ;
- au Concessionnaire et/ou au Concédant et à ses préposés.

Le Bénéficiaire fera également son affaire et supportera l'intégralité des conséquences de tout acte de vandalisme concernant les Biens objets de la Convention.

En conséquence, le Bénéficiaire renonce à tout recours, sauf cas de malveillance et de négligence, contre le Concessionnaire, le Concédant ainsi que leurs assureurs. Il s'engage par ailleurs à les garantir contre toute action ou réclamation exercée à leur encontre par un tiers du fait des biens mis à sa disposition ou de leur exploitation par le Bénéficiaire et à les indemniser du préjudice subi par eux à ce titre.

La responsabilité du Bénéficiaire est déterminée suivant l'article 1240 et suivants du Code Civil, ou les principes dont il s'inspire, à raison de tout dommage provenant notamment d'un effondrement, d'un incendie, d'une explosion ou d'un dégât des eaux ayant pris naissance dans les biens occupés et communiqués en dehors de cet espace.

10.2 Assurance en période de construction des ouvrages, aménagements et installations du projet immobilier :

Le Bénéficiaire s'engage à souscrire une police d'assurance-construction tendant à couvrir les risques survenant pendant le chantier (Tous Risques Chantiers) et dans les dix ans suivants la réception des travaux (Assurance dommage-ouvrage).

10.3 Assurance en responsabilités

En application du principe selon lequel l'État est son propre assureur, le CNRS garantit tous les risques encourus dans le cadre des activités menées sur le site occupé.

Les bénéficiaires des garanties sont d'une part les agents du CNRS et toutes personnes dûment autorisées participant, à quelque titre que ce soit, aux activités de l'organisme, d'autre part les victimes des dommages causés à l'occasion de ces activités par les personnes ci-dessus désignées.

Le Bénéficiaire

Les garanties sont les suivantes :

- responsabilité civile (art. 1242 du code civil) : dommages matériels causés aux tiers, sans limitation de somme, dommages corporels causés aux tiers, sans limitation de somme ;
- responsabilité du fait des choses (article 1242 du Code Civil) ;
- dommages de caractère accidentel atteignant les biens et immeubles dont le CNRS est propriétaire ;
- dommages aux biens ;
- frais de recherche et sauvetage des vies humaines ;
- défense et recours ;
- responsabilité civile atteinte à l'environnement.

10.4 Obligations du Bénéficiaire en cas de sinistre

Déclaration de sinistre :

Le Bénéficiaire doit :

- effectuer toutes démarches, accomplir toutes formalités, provoquer toutes expertises, y assister, ou se faire représenter ;
- en cas de difficultés, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences ;
- prendre en charge tous droits, frais et honoraires quelconques restant dus pour accomplir ses obligations ;
- aviser le Concessionnaire, dans les dix (10) jours ouvrés de sa survenance ou de la date à laquelle il en a connaissance, de tout sinistre subi ou provoqué par les biens mis à sa disposition ou par les ouvrages, constructions et installations réalisés par lui, pour autant qu'il ait causé des dommages corporels, porte atteinte à la bonne tenue des Biens, se traduise par des dégâts dont le coût estimé de réparation est supérieur à CINQUANTE MILLE EUROS hors taxe (50.000 € HT) ;
- informer le Concessionnaire de toutes ses démarches et du suivi du règlement du sinistre pour les cas dont elle a dû l'informer à l'origine.

Règlement de sinistre :

En cas de sinistre total, la Convention pourra être résiliée sur décision du Concédant ou du Concessionnaire.

En cas de sinistre partiel le Bénéficiaire remet en état les lieux sinistrés, à ses frais, risques et périls.

ARTICLE 11 - RESILIATION

Le présent article modifie ou complète les dispositions de l'article 28 des conditions générales de la convention.

11.1. Modifications des dispositions de l'article 28 :

- Le délai de révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire est de 4 mois au minima au lieu des 2 mois prévus.
- En cas de résiliation par décision du Concessionnaire le délai imparti pour l'évacuation des lieux est à minima de 6 mois.

11.2. Ajouts aux dispositions de l'article 28 :

Résiliation à l'initiative des parties :

D'un commun accord, les parties peuvent mettre fin, à tout moment et pour tout motif, à la présente convention, notamment en cas de force majeure dûment constaté par les deux parties. Dans ce cas, la décision de résiliation de la convention est signée par toutes les parties.

ARTICLE 12 - SORT DES OUVRAGES – INSTALLATIONS A CARACTERE IMMOBILIER

Le présent article modifie les termes de l'article 31 des conditions générales de la convention.

A la cessation de l'occupation, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'évacuer les lieux occupés et s'engage à remettre les installations dans un état d'entretien correct, de retirer tout meuble, matériel et marchandise lui appartenant.

Le sort exact des installations, ouvrages et bâtiments pourra être déterminé en concertation par les parties dans les douze (12) mois précédents le terme de la convention.

Le remise en état des lieux ne donne droit à paiement d'aucune indemnité au Bénéficiaire.

En application de l'article L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Concessionnaire en accord avec l'Autorité Concédante, peut décider de conserver le bénéfice de tout ou partie des constructions, installations et améliorations existant à la fin de l'occupation.

Dans cette hypothèse, ces dernières seront incorporées automatiquement au domaine public, sans que l'Autorité Concédante et/ou le Concessionnaire soient tenus au versement d'aucune indemnité.

ARTICLE 13 - REPRISE DU MATERIEL ET DU MOBILIER

Le présent article modifie les termes de l'article 33 des conditions générales de la convention.

Le sort des installations à caractère mobilier, le matériel et le mobilier appartenant au Bénéficiaire sera décidé par les Parties au terme de la convention, y compris en cas de fin anticipée.

En fonction de l'accord sur la destination des biens immobiliers et des activités futures qui y seront menées, le Bénéficiaire reprendra ou non ses biens meubles.

ARTICLE 14 - USAGE DU NOM OU DE LA MARQUE

Le sigle « CNRS », la mention « Centre National de la Recherche Scientifique » et le logo sont déposés à titre de marque.

Les Parties s'engagent à ne pas utiliser, ni faire référence aux dénominations sociales ou aux marques du CNRS, à quelque fin que ce soit, sans autorisation préalable, expresse et écrite du CNRS.

L'utilisation des marques et dénominations sociales du CNRS pourra faire l'objet de conventions particulières, notamment dans le cadre d'actions de communication ou d'expositions. Ces conventions devront être signées préalablement à toute utilisation de ces marques et dénominations sociales.

Le Concessionnaire et le Concédant bénéficient du même droit pour leur raison sociale, leur sigle et support de communication.

ARTICLE 15 - CONFIDENTIALITE

Dans le respect de la loi, chacune des Parties s'engage à maintenir confidentielles toutes informations de quelque nature que ce soit scientifique, technique, financière ou commerciale que l'autre Partie pourra lui communiquer. Chacune des Parties s'engage à faire prendre le même engagement par les membres de son personnel et se porte garante du respect de ces obligations par ces derniers. Chacune des Parties s'interdit de les communiquer à un tiers (sous-traitants, fournisseurs, autres prestataires de services, etc.), sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie et ce, sous couvert d'un accord de secret approuvé par ce dernier.

Cet engagement entrera en vigueur à compter de la date de signature de la présente convention et restera en vigueur nonobstant la résiliation ou l'arrivée à échéance de cette dernière, tant que ces informations ne seront pas accessibles au public.

Ne seront pas toutefois considérées comme confidentielles les Informations qui (i) seraient dans le domaine public à la date de leur communication ou seraient mises dans le domaine public par un tiers de bonne foi par la suite, ou (ii) seraient déjà connues de la Partie les recevant à la date d'entrée en vigueur des présentes, sauf si lesdites Informations ont été reçues de l'autre Partie, ou (iii) seraient reçues d'un tiers ayant le droit d'en disposer. Dans tous les cas, la preuve que les Informations ne sont pas confidentielles est à la charge de la Partie qui les reçoit.

ARTICLE 16 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution de la présente autorisation et de tout ce qui s'y rattache, les parties font élection de domicile pour le Concessionnaire en son Hôtel à Toulon, pour le Concédant en son Hôtel à Toulon et pour le Bénéficiaire à l'adresse de la délégation régionale.

Chaque partie informera l'autre de tout changement de domicile susceptible d'intervenir.

DEUXIEME PARTIE – CLAUSES ET CONDITIONS GENERALES D'OCCUPATION

ARTICLE 17. CONDITIONS GENERALES

1. Les installations doivent être occupées et exploitées sans discontinuité.
2. La présente convention est conclue sous le régime des occupations du domaine public. Elle est donc régie par les seules règles du droit administratif, notamment des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Sauf dispositions expresses contraires, la présente convention échappe aux règles en matière de location, notamment à la législation relative aux baux ruraux et aux baux professionnels ou d'habitation.

Concernant les baux commerciaux, et notamment l'exploitation de fonds de commerce sur le domaine public, ces derniers sont présumés inexistantes sauf à apporter la preuve de l'existence d'une clientèle propre.

3. Les Lois et règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité du travail, aux installations classées, à l'urbanisme, à la police et d'une manière générale les lois et règlements applicables, en particulier le code des transports et le règlement de police du port, doivent être strictement respectés par le Bénéficiaire.
4. Le Bénéficiaire occupe et exploite les installations désignées ci-avant sous sa responsabilité et à ses risques et périls et fait son affaire de l'obtention et du maintien de toutes les éventuelles autorisations administratives nécessaires à cette exploitation.

ARTICLE 18. CARACTERE PERSONNEL DE L'AUTORISATION

La convention est accordée à titre personnel. Le Bénéficiaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement en son nom et sans discontinuité, les biens mis à sa disposition.

En conséquence, la présente convention, ainsi que les biens sur lesquels porte cette dernière, ne pourront en aucun cas faire l'objet ni de location, ni de cession, ni de mutation tant à titre onéreux qu'à titre gratuit.

L'utilisation des lieux par un tiers constitue une violation des règles régissant l'occupation du domaine public et entraîne la révocation de la présente convention dans les conditions énoncées aux présentes.

En cas de cession non autorisée, le Bénéficiaire restera solidairement responsable des conséquences de l'occupation.

Le Bénéficiaire s'engage à porter à la connaissance du Concessionnaire dans un délai d'une semaine à compter de sa constatation, tout fait quel qu'il soit, notamment tout usurpation ou dommage susceptible de porter préjudice au domaine public et/ou aux droits du Concessionnaire.

ARTICLE 19. EXCLUSIVITE

La présente convention accordée ne confère aucune exclusivité au Bénéficiaire.

Le Concessionnaire conserve la possibilité de délivrer ultérieurement des autorisations ayant un objet similaire avec tout autre opérateur.

ARTICLE 20. INTERDICTION DE PUBLICITE

A défaut d'avoir obtenu préalablement l'autorisation du Concessionnaire, il est interdit au Bénéficiaire de procéder à de l'affichage publicitaire quel qu'il soit sur l'emprise du domaine public qu'il occupe.

ARTICLE 21. AFFICHAGE DES TARIFS PRATIQUES

SANS OBJET

ARTICLE 22. ETAT DES LIEUX, EXPLOITATION, ENTRETIEN

1. Le Bénéficiaire prend les biens énoncés précédemment dans leur état au jour de l'entrée en jouissance et ne peut, pendant toute la durée de l'autorisation, exiger aucune remise en état, ni exercer aucun recours contre le Concédant ou le Concessionnaire, ni réclamer aucune indemnité ni réduction de redevance pour quelque cause que ce soit.

Si nécessaire, les limites des surfaces affectées sont matérialisées, aux frais du Bénéficiaire.

2. Au moment de la prise de possession, un procès-verbal d'état des lieux, complété, si besoin est, par un inventaire, est dressé contradictoirement entre un représentant du Concessionnaire et un représentant du Bénéficiaire.

En cas de modification dans la consistance des lieux, d'adjonction ou de suppression d'installations fixes ou mobiles de matériel ou de mobilier, effectuées ou imposées par le Bénéficiaire, des états des lieux et des inventaires complémentaires contradictoires sont établis

Des états des lieux et des inventaires sont dressés, dans les mêmes conditions en cas de départ du Bénéficiaire pour quelque cause que ce soit.

3. Le Concessionnaire et l'Autorité Concédante ne supportent aucune charge afférente à la viabilité, aucune charge d'entretien ou de réparation qui serait nécessaire pour assurer l'exploitation normale des lieux.

Le Bénéficiaire est tenu d'exécuter toutes les réparations quelle qu'en soit l'importance, tous les travaux nécessaires pour maintenir les lieux ainsi que les biens mis à disposition en bon état d'entretien et d'usage, y compris les constructions et installations qu'il a lui-même réalisées.

Le Bénéficiaire doit maintenir les espaces occupés dans un bon état de propreté et d'entretien et les rendre en fin de la présente convention dans l'état dans lequel ils étaient à la date de l'état des lieux.

Le Bénéficiaire s'engage à entretenir en bon état de fonctionnement toutes les installations mises à disposition, telles que les climatiseurs et les installations électriques.
Ce dernier devra justifier d'un contrat de maintenance et délivrer tous les ans un certificat d'entretien et de conformité.

4. Le Bénéficiaire veille à la conservation des biens mis à sa disposition et s'engage à dénoncer immédiatement au Concessionnaire, toute usurpation, entreprise ou dommage, quels qu'en soient leurs auteurs, préjudiciable aux installations qu'il est autorisé à occuper.

D'une manière générale, le Bénéficiaire s'engage à se conformer aux usages et aux règlements en vigueur sur le domaine public maritime.

ARTICLE 23. OBSERVATIONS DES LOIS, REGLEMENTS, CONSIGNES PARTICULIERES ET MESURES DE POLICE

Le Bénéficiaire est tenu de se conformer aux lois, règlements et consignes en vigueur ainsi qu'aux règles de l'art et aux dispositifs législatifs et réglementaires des sûretés et de sécurités lui étant applicables, notamment, sans que cette liste ne soit ni exhaustive ni limitative :

- Aux lois et règlements d'ordre général et aux mesures de police générales ou spéciales, ainsi qu'à toutes les consignes générales ou particulières, permanentes ou temporaires ;
- Aux lois et règlements relatifs aux contrôles aux frontières et à la douane ;
- Aux lois et règlements sur les dépôts de matières dangereuses ;
- Aux lois et règlements concernant la sécurité des installations et notamment des installations électriques ;
- Aux lois et règlements relatifs à la protection de l'urbanisme et notamment aux dispositions applicables aux Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) ;
- Aux lois et règlements fixant, pour le Bénéficiaire, les conditions d'exercice de sa profession et d'une manière générale de son activité ;
- À la réglementation en vigueur en matière de sûreté ;
- Aux lois et règlements en vigueur en matière sociale.

Le Bénéficiaire effectue, à ses frais, toutes les vérifications réglementaires afférentes aux installations ou équipements situés dans les biens lui appartenant ou mis à sa disposition. Le cas échéant, il met en œuvre tous les dispositifs lui permettant d'assurer la sûreté et la sécurité des personnes et de ses installations. Il en tient une copie à disposition du Concessionnaire

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra réclamer au Concessionnaire une indemnité ou une réduction de redevance pour le motif que son activité subirait une entrave quelconque du fait des lois, règlements ou consignes visés au présent article.

ARTICLE 24. PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Concessionnaire et le Concédant déclarent au vu des informations mises à leur disposition par le Préfet du département ou par le maire, que la commune sur laquelle sont situés les installations, objets des présentes est concernée par un plan de prévention des risques naturels et technologiques.

Le Bénéficiaire

Les parties sont informées que les terre-pleins, les enrochements et structures maritimes objets des présentes se situent en zone de sismicité 2 (faible) et qu'il y a lieu de respecter pour les constructions nouvelles, les agrandissements, les surélévations ou les transformations les règles édictées par les articles L 111-26 et R 111-38 du Code de la construction et de l'habitation, notamment quant au contrôle technique.

Un état des risques naturels et technologiques a été visé par les parties et est demeuré ci-annexé (**Annexe n°2 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques**).

De même, le Concessionnaire et le Concédant déclarent qu'à leurs connaissances, les installations n'ont jamais connu de sinistres résultant de catastrophes naturelles ou technologiques.

ARTICLE 25. OUVRAGES, CONSTRUCTIONS ET INSTALLATIONS A CARACTERE IMMOBILIER / APPROBATION PREALABLE DES PROJETS DE TRAVAUX

Le Bénéficiaire s'engage à soumettre au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante, en vue de l'obtention de son autorisation préalable, les projets de travaux de toute nature tels que, adjonction, extension, modification des installations immobilières ou de mise en conformité qu'il entend réaliser.

Cette demande devra être accompagnée d'une description précise et chiffrée des travaux projetés.

Le dossier de projet comprendra les plans, notes de calcul, description des procédés d'exécution, mémoires et devis estimatifs ainsi que le programme de réalisation.

En aucun cas le Bénéficiaire ne pourra engager ces travaux sans l'accord écrit du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

L'accord donné sur les projets de travaux ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ni être considéré comme un engagement à délivrance d'un permis de construire.

Le Bénéficiaire devra faire son affaire de toutes les autorisations légales et réglementaires en vigueur et se soumettre à tout règlement, notamment en ce qui concerne l'urbanisme, la protection de la santé publique, la sécurité, de manière à ce que la responsabilité du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante ne puisse être recherchée de quelque manière que ce soit.

ARTICLE 26. EXECUTION DES TRAVAUX ET CONTENU DES INSTALLATIONS FAISANT L'OBJET DE L'AUTORISATION

Le Bénéficiaire exécutera lui-même ou fera exécuter sous sa seule responsabilité par la personne de son choix les travaux ayant reçu les autorisations préalables du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante, conformément aux dispositions prévues aux conditions particulières.

Ces travaux seront effectués sous le contrôle des services du Concessionnaire et de l'Autorité Concédante.

En fin de travaux, sera établi un procès-verbal de récolement, fait contradictoirement par le Bénéficiaire et le Concessionnaire.

En cas de réalisation par phases successives, et à la fin de chaque phase et en tout état de cause et au plus tard au moment de l'établissement du procès-verbal de récolement, le Bénéficiaire communiquera au Concessionnaire, un état comportant le coût hors taxes détaillé et justifié des diverses installations et leur date d'achèvement.

ARTICLE 27. EXECUTION DES TRAVAUX PAR LE CONCESSIONNAIRE ET/OU LE CONCEDANT

Dans le cas où des travaux sont décidés, soit dans l'intérêt de l'exploitation du port, soit pour permettre ou parfaire sa construction ou son aménagement, soit pour tout autre motif d'intérêt général, le Concessionnaire se réserve le droit de les faire exécuter partout où besoin est.

Dans ces éventualités, le Bénéficiaire ne peut ni s'opposer à l'exécution des travaux, ni prétendre de ce fait à aucune indemnité ni réduction de redevance pour pertes, dommages, troubles de jouissance, préjudice commercial.

ARTICLE 28. REVOCATION ET RETRAIT DE L'AUTORISATION

1. Révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire :

La présente convention est révoquée de plein droit en cas de violation par le Bénéficiaire de ses obligations contractuelles à l'égard du Concessionnaire, et notamment en cas de :

- non-paiement des redevances échues ou de toutes sommes pouvant être dues au titre de la présente convention,
- non-constitution ou reconstitution du cautionnement tel que prévue aux présentes,
- occupation partielle ou totale des terrains ou installations par un tiers non autorisé,
- location, cession partielle ou totale de la convention,
- non-usage des terrains ou des installations établies pendant une durée de six mois consécutifs,
- changement ou adjonction d'activité non autorisée par le Concessionnaire.

La révocation intervient après simple mise en demeure par lettre recommandée restée sans effet dans le délai imparti qui est de 2 mois. Elle est prononcée par le Concessionnaire sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux et a son plein effet à compter du jour de la notification de cette décision par lettre recommandée.

La révocation à titre de sanction prononce l'expulsion et fixe le délai imparti au Bénéficiaire pour évacuer les lieux.

En cas de révocation, le Bénéficiaire non seulement ne peut prétendre à aucune indemnité mais encore toutes les sommes qui ont été versées par le Bénéficiaire au Concessionnaire resteront acquises par ce dernier à titre de dommages-intérêts sans préjudice des paiements à effectuer par lui de toutes sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire.

2. Résiliation :

La présente convention est résiliable de plein droit :

- en cas de dissolution de la société Bénéficiaire de la présente convention,
- au cas où le Bénéficiaire ne serait plus titulaire des autorisations pouvant être exigées par la réglementation en vigueur pour exercer l'activité professionnelle qui a motivé la présente convention,
- en cas de liquidation judiciaire à partir du jugement déclaratif. Les créanciers du Bénéficiaire ne pourront donc en aucun cas continuer l'exploitation des installations, directement ou par l'intermédiaire d'une personne de leur choix,
- en cas de condamnation pénale du Bénéficiaire,
- au cas où une décision administrative ou judiciaire ordonnerait la cessation temporaire ou définitive de l'exploitation,
- dans le cas prévu par l'article 1722 du Code civil.

La résiliation est prononcée par décision du Concessionnaire dès que l'événement qui motive cette mesure parvient à sa connaissance, sans qu'il soit nécessaire de ne remplir aucune formalité devant les tribunaux.

Elle a son plein effet, au gré du Concessionnaire, soit rétroactivement à compter de la date de l'événement motivant la résiliation, soit à la date d'expiration du délai imparti pour l'évacuation définitive des lieux occupés.

Dans ces cas de résiliation, le Bénéficiaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

Après paiement de toutes les sommes qu'il peut rester devoir au Concessionnaire, il a droit au remboursement des redevances payées d'avance.

3. Retrait pour cause d'intérêt général :

Le Concessionnaire ou l'Autorité Concédante pourra en outre retirer, en totalité ou en partie, la présente convention si l'intérêt général l'exige.

Les modalités d'information du Bénéficiaire sont les mêmes que dans le cas de retrait pour inexécution des clauses et conditions.

Ce retrait pour cause d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité pour le Bénéficiaire qui sera néanmoins remboursé des redevances payées d'avance.

4. Retrait du fait du Bénéficiaire :

Dans le cas où il aurait décidé de cesser définitivement l'exploitation des installations avant le terme de la présente convention, le Bénéficiaire se verra retirer le bénéfice de l'autorisation en notifiant sa demande au Concessionnaire par lettre recommandée avec avis de réception moyennant le respect d'un préavis de 3 mois.

Le retrait prononcé dans ces conditions ne donnera droit au Bénéficiaire à aucune indemnité. Les redevances payées d'avance au Concessionnaire lui resteront acquises sans préjudice du droit pour ce dernier de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues.

5. Dispositions générales :

Lorsque la révocation ou le retrait sera encouru pour quelque cause que ce soit, si le Bénéficiaire refuse de quitter les lieux, il suffira pour l'y contraindre d'une simple ordonnance de référé, rendue par le Président du Tribunal compétent, laquelle ordonnance sera exécutoire par provision et nonobstant appel.

ARTICLE 29. RESPONSABILITE DU BENEFICIAIRE ENVERS LE CONCESSIONNAIRE, L'AUTORITE CONCEDANTE ET LEURS ASSUREURS

1. Responsabilité pour dommages de toute nature (accidents, vols...)

Le Bénéficiaire supporte les conséquences des dommages de toute nature qui, du fait de l'usage de la présente convention, peuvent survenir dans les locaux et installations mis à sa disposition, soit à lui-même, soit à son personnel, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Pour lesdits dommages, il renonce à tous recours contre l'Exploitant et l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs.

Le Bénéficiaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute personne dont il est civilement responsable, à l'occasion ou au cours de l'usage des autorisations quelles qu'en soient les victimes.

En outre, il garantit le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, pour lesdits dommages.

2. Dégâts des eaux

Le Bénéficiaire et ses assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dégâts des eaux, notamment par suite d'inondations, ruptures de canalisations ou dégâts quelconques causés par les eaux pluviales.

3. Responsabilité pour incendie et explosion

En cas d'incendie ou d'explosion survenant dans les biens qui lui sont attribués, le Bénéficiaire est responsable dans les conditions prévues au Code Civil, notamment dans son article 1733.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à leur matériel, à leur mobilier, à leurs marchandises,
- Garantissent le Concessionnaire et l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages, quelles qu'en soient la nature ou l'étendue, pouvant être occasionnés à ses matériels, à ses biens mobiliers, à ses marchandises, de même qu'à tous objets mobiliers appartenant, soit à son personnel, soit à des tiers, se trouvant dans les lieux attribués.

Par le seul fait que l'autorisation d'occupation est accordée sans exonération de responsabilité du Bénéficiaire, en cas d'incendie, le Concessionnaire se trouve subrogé dans tous les droits de l'assuré sans avoir à faire d'autres preuves que celles du fait matériel du sinistre et de la

valeur des biens assurés et il pourra notifier aux frais du Bénéficiaire, tous les actes nécessaires pour faire produire son effet à cette subrogation.

Ne sont pas garanties par le Concessionnaire, les installations immobilières que le Bénéficiaire peut être autorisé à édifier ou à établir sur les terrains ou emplacements mis à sa disposition.

En cas de sinistre prenant naissance dans ces installations immobilières, la responsabilité du Bénéficiaire demeure entière aussi bien vis-à-vis du Concessionnaire qu'envers l'Autorité Concédante et les autres occupants du port.

En cas de sinistre, le Bénéficiaire et ses assureurs :

- Renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante ainsi que leurs assureurs,
- Garantissent le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, contre tous recours pour tous dommages qui pourraient être occasionnés à ces biens immobiliers

ARTICLE 30. ASSURANCE

Le Bénéficiaire devra souscrire :

- Une assurance dommages couvrant les installations qu'il occupe notamment contre le risque d'incendie,
- Une assurance responsabilité civile garantissant sa responsabilité civile dans tous les cas où elle pourrait être recherchée, notamment du fait de son occupation et/ou exploitation des lieux, des travaux entrepris ou des activités qu'il poursuit,
- Une assurance responsabilité civile « atteinte à l'environnement ».

En conséquence des obligations résultant du droit commun, le Bénéficiaire doit souscrire auprès de sociétés notoirement solvables, les assurances garantissant toutes responsabilités leur incombant en raison de leur occupation ou de leur exploitation et qu'ils peuvent encourir de leur propre fait ou de celui de toute autre personne intervenant à quelque titre que ce soit.

En ce qui concerne les risques locatifs demeurant à la charge du Bénéficiaire, les polices d'assurance sont souscrites pour une valeur toujours égale à celle des bâtiments, locaux, installations ou emplacements occupés, de même le cas échéant qu'à celle des matériels et mobiliers utilisés pouvant appartenir au Concessionnaire.

Le Bénéficiaire prendra l'initiative de réajuster les capitaux assurés de telle sorte que les risques soient toujours intégralement garantis.

Le Bénéficiaire communique au Concessionnaire et à l'Autorité Concédante les polices ou attestations d'assurances nécessaires et justifient du paiement des primes afférentes. Ces polices d'assurance doivent obligatoirement stipuler :

- Que les occupants et leurs assureurs renoncent à tous recours contre le Concessionnaire, l'Autorité Concédante, ainsi que leurs assureurs, et les garantissent contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ces derniers, dans les conditions exposées aux articles précédents,
- Que les assureurs ont pris connaissance de la présente convention,

- Que les assureurs doivent aviser le Concessionnaire de toutes suspensions, limitations, réductions ou résiliations de garanties et ne peuvent se prévaloir de la déchéance des occupants que trente jours francs après qu'elle ait été notifiée à l'Exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 31. SORT DES INSTALLATIONS A L'ISSUE DE L'AUTORISATION

1. A la cessation de l'occupation, pour quelque cause que ce soit, le Bénéficiaire est tenu d'évacuer les lieux occupés et de les remettre dans leur état primitif. La remise en état des lieux ne donne droit à paiement d'aucune indemnité au Bénéficiaire.
2. En application de l'article L2122-9 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, le Concessionnaire en accord avec l'Autorité Concédante, peut décider de conserver le bénéfice de toutes constructions, installations et améliorations existant à la fin de l'occupation.
Dans cette hypothèse, ces dernières seront incorporées automatiquement au domaine public, sans que l'Autorité Concédante ou le Concessionnaire soient tenus au versement d'aucune indemnité.
3. En outre, sans préjudice de tous dommages et intérêts en sa faveur, le Concessionnaire a le droit, sans aucune formalité préalable, de débarrasser les lieux occupés des installations mobilières pouvant s'y trouver, de déposer les matériels, mobiliers, marchandises, denrées et autres objets dans un lieu public et au besoin, de faire procéder à la vente de ces biens par un officier public, conformément à la loi, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire.

Le Concessionnaire a également le droit de faire procéder, aux frais, risques et périls du Bénéficiaire, à toute démolition des installations immobilières qu'il ne désire pas conserver et à tous travaux destinés à assurer la remise des lieux dans leur état primitif.

4. A compter de la date fixée pour l'évacuation définitive des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer au Concessionnaire des pénalités de retard dans les conditions prévues aux présentes.

ARTICLE 32. PENALITES POUR RETARD DANS LA LIBERATION DES LIEUX

A compter de la date fixée pour l'évacuation des lieux, le Bénéficiaire qui se maintient est tenu de payer, en sus de la redevance d'occupation, sans mise en demeure préalable, par jour de retard à libérer les lieux ou à les remettre en état, une indemnité égale à 10 % de la redevance mensuelle fixe.

ARTICLE 33. REPRISE DU MATERIEL ET DU MOBILIER

A la cessation de l'occupation, quelle qu'en soit la cause, le Concessionnaire se réserve le droit d'exiger du Bénéficiaire qu'il rétrocède à son successeur les installations à caractère mobilier, le matériel et le mobilier lui appartenant, indispensables au maintien de l'exploitation autorisée. Le Concessionnaire peut même exiger cette rétrocession pour son compte, au cas où il décide de poursuivre lui-même l'exploitation considérée.

En cas de désaccord sur les conditions de la reprise, celles-ci sont fixées à Dires d'experts, chaque partie désignant un expert.

A défaut d'entente, les parties pourront désigner un tiers-expert.

En aucun cas le Bénéficiaire ne peut exiger de son successeur ou du Concessionnaire une indemnité quelconque pour cession de droits ou d'éléments incorporels.

ARTICLE 34. IMPOTS, TAXES ET FRAIS

Le Bénéficiaire supporte tous les frais inhérents à la présente convention ainsi que tous les impôts et taxes, y compris l'impôt foncier, auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens faisant l'objet des présentes.

Il fait en outre s'il y a lieu et sous sa responsabilité, la déclaration de constructions nouvelles prévue par le Code général des impôts.

En fin d'occupation, quelle qu'en soit la cause, avant tout enlèvement de mobilier, matériel ou marchandises, il doit justifier au Concessionnaire du paiement de tous impôts, contributions et taxes dont il est redevable.

ARTICLE 35. FIN NORMALE DE L'AUTORISATION

La présente convention prendra fin de plein droit à l'arrivée de son terme.

ARTICLE 36. JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations auxquelles peuvent donner lieu les autorisations d'occupation et d'utilisation accordées par le Concessionnaire sont de la compétence du Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 37. AVENANTS

La présente convention ne pourra être modifiée que par voie d'avenant écrit et signé par les personnes dûment habilitées à cet effet par chacune des parties.

ARTICLE 38. ANNEXES CONTRACTUELLES

Annexe n°1 : Plan de situation des lieux concernés

Annexe n°2 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et **technologiques**

Annexe n°3 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés

Annexe n°4 : Documents financiers du projet

Annexe n°5 : Calendrier pour la réalisation des travaux

Annexe n°6 : Cahier des charges et plan des aménagements autorisés

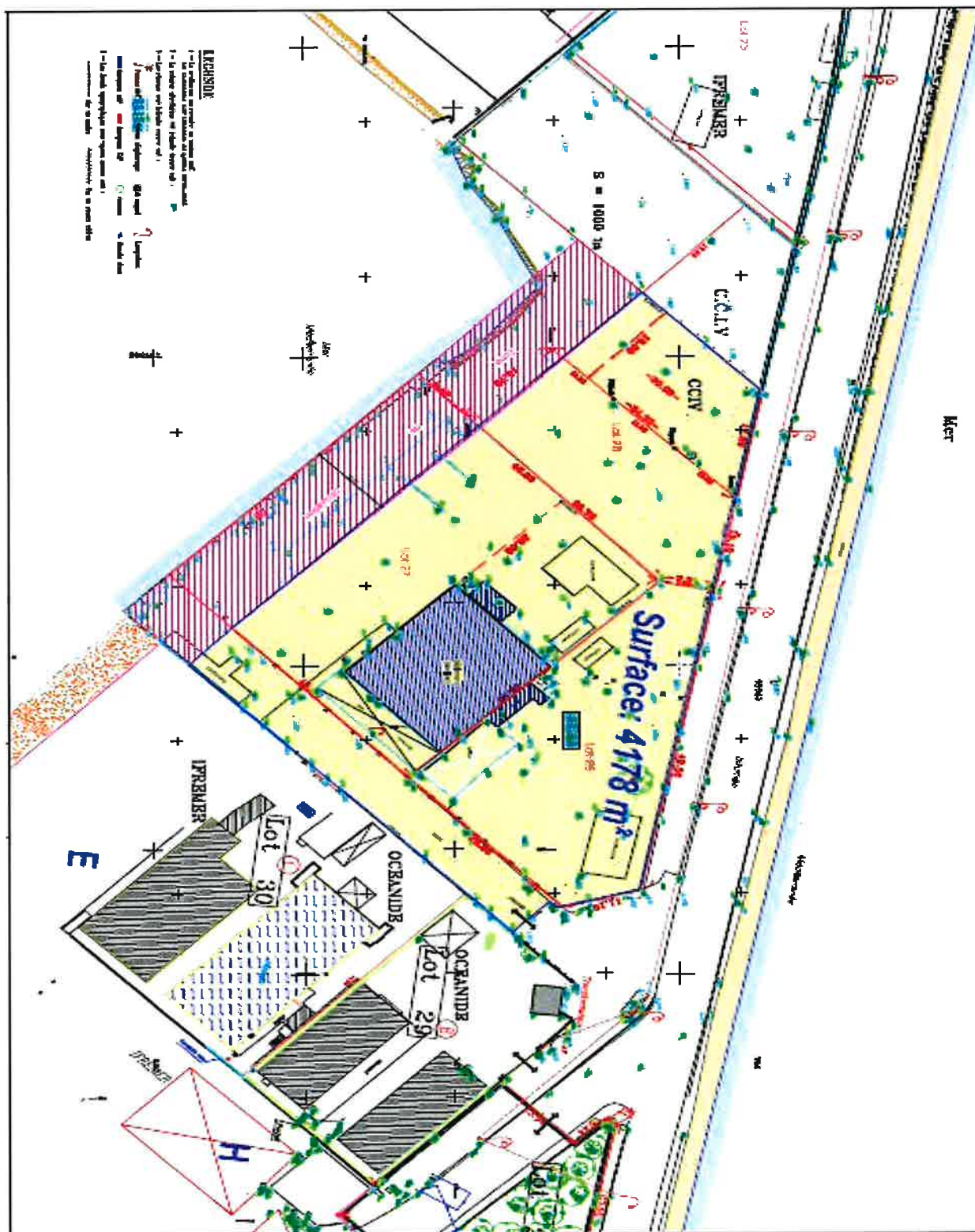
Fait en quatre (4) exemplaires originaux.

Cachet et Signature :

A Toulon, le : _____	
Pour le Concessionnaire Basil GERTIS	Pour le Concédant Hubert FALCO
Pour le Bénéficiaire Clara HERER	

Le Bénéficiaire

Annexe n°1 : Plan de situation des lieux concernés



Annexe n°2 : Arrêté préfectoral et ses annexes concernant l'information sur le plan de prévention des risques naturels et technologiques

Le Bénéficiaire

Annexe n°3 : Notice technique des travaux et aménagements autorisés

Le Bénéficiaire

Annexe n°4 : Documents financiers du projet

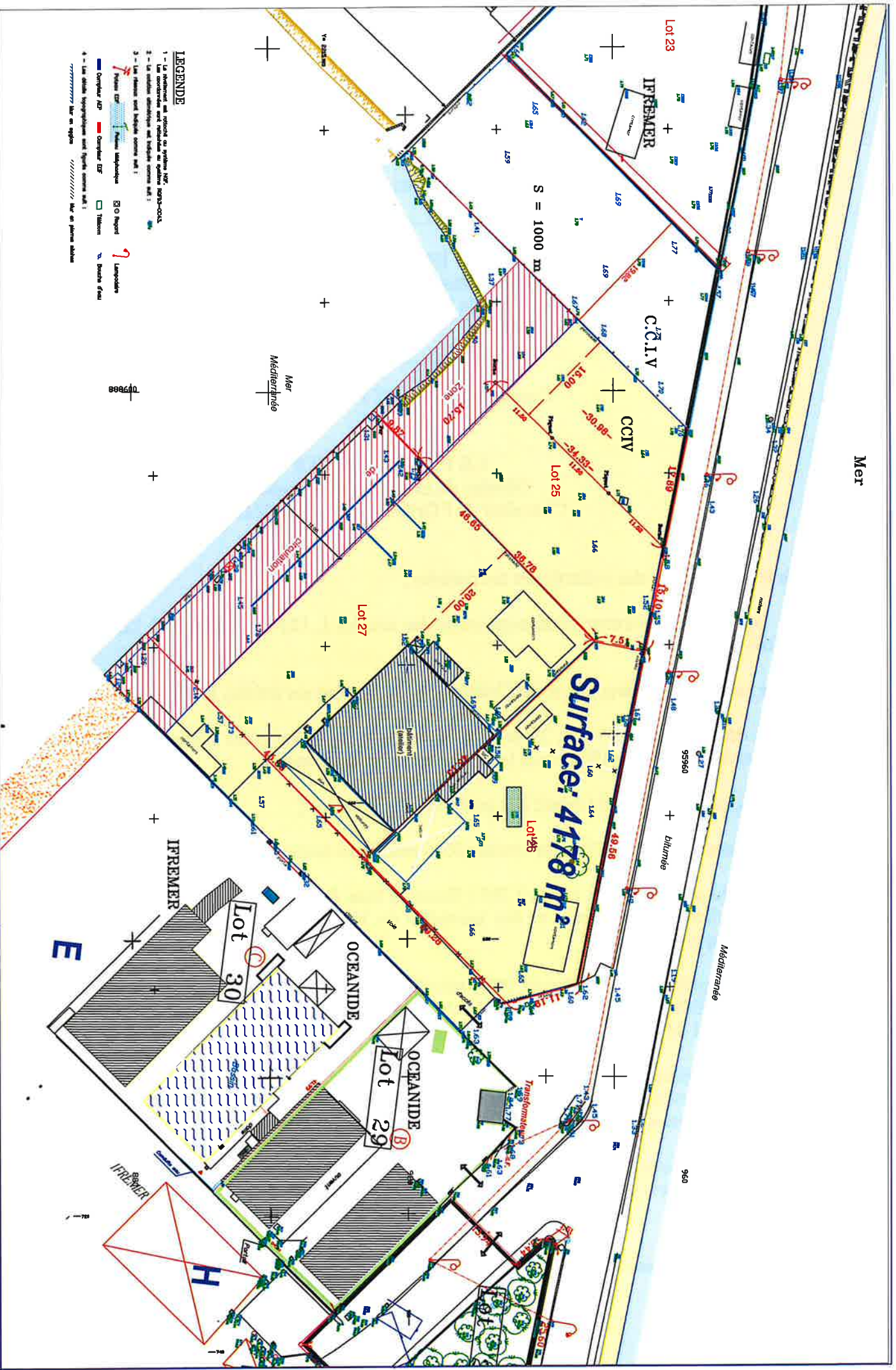
Le Bénéficiaire

Annexe n°5 : Calendrier pour la réalisation des travaux

Le Bénéficiaire

Annexe n°6 : Cahier des charges et plan des aménagements autorisés

Le Bénéficiaire



AOT C.N.R.S 4178 M²

Ports Rade de Toulon CIRVIA		ZIP la SEYNE / BREGAILLON	
REDACTEUR	B.DUMONTHIER	14/11/2019	VALIDATION
J.GIRAUD	Ech: 1/500	H.MOINE	J.C.BARBAGELATA
DIRECTION			C.TAMBON



ARRETE PREFECTORAL DDTM/SAD/BR-N°19-05-17 du 03 mai 2019
relatif à l'élaboration de l'état des risques et pollutions
de biens immobiliers

Commune de LA SEYNE-SUR-MER

LE PREFET DU VAR
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.125-5 à L.125-7, R.125-23 à R.125-27, R.563-4 et D.563-8-1 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.271-4 et L.271-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2010-1254 relatif à la prévention des risques ;

Vu le décret n° 2015-1353 du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 avril 2011 fixant la liste des communes concernées par l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs ;

Vu l'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2016 portant délégation de signature à M. David BARJON, directeur départemental des territoires et de la mer du Var, dans l'effet de signer, notamment, tous actes, documents administratifs, dans le cadre des missions relevant de sa direction ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 portant création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var ;

Considérant l'obligation d'information des acquéreurs et des locataires pour les terrains situés en secteur d'information sur les sols, en application de l'article L125-7 du code de l'environnement ;

Considérant la situation de terrains répertoriés, par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019, en secteur d'information sur les sols sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer du Var ;

ARRETE

ARTICLE 1 :

L'arrêté préfectoral du 06 août 2014 relatif à l'élaboration de l'état des risques naturels et technologiques majeurs de biens immobiliers sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Les éléments nécessaires à l'élaboration de l'état des risques et pollutions pour l'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont consignés dans le dossier communal d'informations annexé au présent arrêté.

Ce dossier comprend :

- la fiche communale d'informations sur les risques et pollutions auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
- l'arrêté de prescription du Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) et ses arrêtés de prolongation du délai d'approbation ;
- le niveau de sismicité réglementaire attaché à la commune ;
- la fiche synthétique d'informations sur le risque sismique ;
- la fiche synthétique d'information liée aux secteurs d'information sur les sols (SIS) ;
- la fiche relative à la parcelle située en secteur d'information sur les sols (SIS) sur la commune ;
- l'adresse internet de la liste actualisée des arrêtés ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique ;
- l'adresse internet du site sur lequel il est possible de consulter l'arrêté préfectoral portant création des SIS sur le département du Var.

Ce dossier, avec les documents de référence mentionnés ci-dessus, est librement consultable en mairie et à la direction départementale des territoires et de la mer du Var.

Le dossier d'informations est accessible sur le site internet de l'État dans le Var à l'adresse suivante : <http://www.var.gouv.fr> (rubrique : politiques publiques/prévention sécurité des-biens et-des personnes/risques naturels et technologiques).

ARTICLE 3 :

Ces éléments d'informations sont mis à jour au regard des situations mentionnées à l'article R.125-25 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 :

Une copie du présent arrêté et le dossier d'information propre à la commune sont adressés à Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER et à la chambre départementale des notaires.

Le présent arrêté sera affiché en mairie et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var.

ARTICLE 5 :

Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture du Var, soit d'un recours gracieux auprès des services de la préfecture, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulon.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».

ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Toulon, Monsieur le directeur de cabinet, Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer et Monsieur le maire de la commune de LA SEYNE-SUR-MER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
le Directeur départemental des territoires et de la mer du Var,



David BARJON



DOSSIER COMMUNAL D'INFORMATIONS

ACQUÉREURS - LOCATAIRES

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER



Préfecture du Var

Code postal : 83 500

Commune de LA-SEYNE-SUR-MER

Code INSEE : 83 126

Fiche communale d'information risques et pollutions
aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et sols pollués

1. Annexe à l'arrêté préfectoral

n° DDTM/SAD/BR-n°19-05-17

du :

03/06/19

mis à jour le :

2. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

2.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR n

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est approuvé :

oui : ☐ non : ☒oui : ☐ non : ☐oui : ☐ non : ☐

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

consultable sur Internet *

oui : ☐ non : ☐

3. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques miniers [PPR m]

3.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR m

date

aléa

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

Le règlement de ce PPR intègre des prescriptions de travaux

consultable sur Internet *

oui : ☐ non : ☐

4. Situation de la commune au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques technologiques [PPR t]

4.1 La commune est située dans le périmètre d'un PPR t

Ce PPR est prescrit et non encore approuvé :

Ce PPR est approuvé :

oui : ☒ non : ☐oui : ☐ non : ☐

PPR prescrit

date 01/03/13

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'arrêté ministériel de prescription du 1^{er} mars 2013**Les arrêtés ministériels de prolongation de délai : 30/06/2014, 29/02/2016, 20/06/2017 et 21/02/2019****Effets de surpression, thermiques, Toxiques et de projection**consultable sur Internet * ☒consultable sur Internet * ☒

5. Situation de la commune au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et R 125-23 du code de l'environnement modifiés par les décrets n°2010-1254 et 2010-1255

La commune est située dans une zone de sismicité

Zone 1

Zone 2 ☒

Zone 3

Zone 4

Zone 5

Très faible :

faible :

modérée :

moyenne :

forte :

Le document de référence mentionné à l'article R125-24 du Code de l'environnement est :

Article D 563-8-1 sur la répartition des communes entre les cinq zones de sismicitéconsultable sur Internet * ☒

6. Situation de la commune au regard de la pollution de sols

La commune est située en secteur d'information sur les sols (SIS)

Les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont :

L'Arrêté préfectoral du 26/04/2019 + les fiches annexéesoui : ☒ non : ☐consultable sur Internet * ☒

pièces jointes

7. Cartographie

extraits de documents ou de dossiers permettant la localisation des immeubles au regard des risques encourus

en application de l'article R125-26 du Code de l'environnement

les documents de référence mentionnés à l'article R125-24 du Code de l'environnement sont disponibles:Périmètre d'étude du PPRT joint à l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013.

Pour les secteurs d'information sur les sols (SIS) sur le lien :

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>

8. Arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique

à la date de l'édition de la présente fiche communale les risques près de chez soi

! La liste actualisée des arrêtés est consultable sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/> dans la rubrique : Connaître les risques près de chez soi

catastrophes naturelles nombre 11

catastrophes technologiques nombre

Date: mai 2019

site* www.var.gouv.fr

Le préfet de département

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE

TECHNOLOGIQUE

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I Le Plan de Prévention des Risques technologiques (P.P.R.T)

Un plan de prévention des risques technologiques relatif à la présence de la pyrotechnie principale de TOULON a été prescrit, par arrêté ministériel, le 1er mars 2013 sur parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER. Son délai d'élaboration a été prolongé :

- par arrêté ministériel du 30 juin 2014, jusqu'au 1^{er} mars 2016 ;
- par arrêté ministériel du 29 février 2016, jusqu'au 1^{er} septembre 2017 ;
- par arrêté ministériel du 20 juin 2017, jusqu'au 1^{er} mars 2019 ;
- par arrêté ministériel du 21 février 2019, jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

Le P.P.R. présente trois principaux objectifs qui visent à :

- agir sur l'urbanisation existante afin de protéger la population soumise au risque technologique;
- mieux encadrer l'urbanisation future autour de ces établissements industriels à « hauts risques »;
- agir sur la maîtrise des risques à la source par la mise en œuvre de mesures supplémentaires

D'une façon générale, le P.P.R.T permet de constituer une connaissance du risque pour que chaque personne concernée soit informée et responsabilisée.

Il institue par ailleurs une réglementation minimum mais durable afin de garantir les mesures de prévention. C'est pour cela que le P.P.R. constitue une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et elle s'impose notamment aux documents d'urbanisme (POS, PLU).

Le P.P.R. est l'outil qui permet d'afficher et de pérenniser la prévention. Il contient des informations sur les risques potentiels, la prévention, la réglementation et l'utilisation du sol. Il permet de limiter les dommages et d'améliorer la sécurité sur les biens et les personnes. Il fixe les dispositions applicables aux biens et activités existants (dans un objectif de réduction de la vulnérabilité), à l'implantation de toute construction et installation, à l'exécution de tous travaux et à l'exercice de toute activité.

II. Description sommaire du risque technologique:

Le site de la pyrotechnie principale de TOULON comprend des installations classées SEVESO seuil haut, classement qualifiant des installations à haut risque.

Du fait des dangers importants qu'il présente, ce site est soumis à un certain nombre de contraintes réglementaires, dont l'objectif prioritaire est la maîtrise du risque à la source.

Ainsi, certaines parties des territoires des communes de TOULON, OLLIOULES et LA SEYNE-SUR-MER, incluses dans le périmètre d'étude du PPRT, sont susceptibles d'être impactées par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

- L'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 prescrivant le PPRT et le périmètre d'études,
- l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} mars 2016,
- l'arrêté ministériel du 29 février 2016 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} septembre 2017,
- l'arrêté ministériel du 21 février 2019 prolongeant le délai d'élaboration du PPRT au 1^{er} septembre 2020,

sont joints à cette fiche.

III. Informations générales

<http://www.var.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/risques-technologiques-directive-seveso-et-loi-risques>

http://www.sigvar.org/frontblocks/risques/donnees_cartes_comunes_risques.php?ID_CODE_INSEE=92

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/plans-de-prevention-des-risques-technologiques-r1211.html>

Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

ARRÊTÉ

Prescription du plan de prévention des risques technologiques
de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires
des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la Défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.515-15 à L.515-26 ;

VU le code de l'environnement, livre I^{er} - titre II relatif à l'information et à la participation des citoyens et notamment son article D.125-31 relatif aux commissions de suivi de site ;

VU le code de l'environnement, livre V- titre I relatif aux installations classées et notamment les articles R.515-39 à R.515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement définie aux articles R.511-9 et R.511-10 du code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret ministériel du 30 juillet 2010 autorisant l'exploitation des installations implantées dans l'enceinte de la pyrotechnie principale de Toulon située sur le territoire des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 20 avril 2007 fixant les règles relatives à l'évaluation des risques et à la prévention des accidents dans les établissements pyrotechniques ;

VU la décision n° 1790 du 7 juin 2006 du ministre de la défense classant la pyrotechnie principale de Toulon en opération secrète intéressant la défense nationale ;

VU l'étude de dangers jointe au dossier d'autorisation d'exploiter de mai 2008 et les informations complémentaires transmises le 19 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que la pyrotechnie principale de Toulon comprend des installations classées "AS" (autorisation avec servitudes) au sens de la nomenclature des installations classées et appartenant à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issue de l'étude de dangers de la pyrotechnie principale de Toulon, complétée par la liste des phénomènes dangereux transmise le 19 octobre 2012 ;

CONSIDERANT que des parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), sont susceptibles d'être soumises aux effets de ces phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT la nécessité de limiter l'exposition des populations potentiellement impactées par des contraintes et des règles particulières en matière d'urbanisme, de construction et d'usage ;

SUR PROPOSITION de Madame la chef de l'Inspection des installations classées de la Défense

Arrête

ARTICLE 1^{ER} : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) est prescrite sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Le périmètre d'étude du PPRT est délimité par la carte annexée au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte :

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des phénomènes dangereux à cinétique rapide avec des effets de surpression, des effets thermiques, des effets toxiques et des effets de projections.

ARTICLE 3 : Services instructeurs

Une équipe de projet interministérielle, composée de la direction départementale des territoires et de la mer du Var et de l'inspection des installations classées de la Défense élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1^{er}.

Les autres procédures relatives à l'établissement du plan de prévention des risques technologiques sont accomplies à la diligence du préfet du Var.

ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés

Conformément à l'article L.515-22 du code de l'environnement, sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les personnes et organismes suivant :

- la commune de Toulon ;
- la commune d'Ollioules ;
- la commune de La Seyne-sur-Mer ;
- la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte du ScoT Provence Méditerranée ;
- le syndicat mixte Ports Toulon Provence ;
- le commandant de l'arrondissement maritime Méditerranée ;
- le commandant de la base navale de Toulon ;
- le colonel commandant le 519^{ème} GTM ;
- le directeur de l'établissement principal munitions Méditerranée ;
- la commission de suivi de site.

Deux réunions de travail au minimum sont organisées avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants. La première de ces réunions est tenue au début de la procédure, lorsque la superposition des cartes d'aléas et d'enjeux est disponible. La deuxième réunion est convoquée sur la base des premiers projets de note de présentation, zonage réglementaire et règlement.

D'autres réunions avec les personnes et organismes associés ou leurs représentants peuvent être organisées à leur demande ou en tant que de besoin.

Ces réunions sont convoquées au moins dix jours avant la date prévue. Les compte rendus des réunions sont adressés sous quinzaine, pour observations, aux personnes et organismes associés. Ne peuvent être prises en considération que les observations faites par écrit au plus tard dans les trente jours suivant la réception du compte rendu.

Le projet de plan de prévention des risques technologiques, éventuellement modifié pour tenir compte de la concertation, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de leur saisine, leur avis est réputé favorable.

ARTICLE 5 : Modalités de concertation

La concertation consiste en au moins deux réunions de la commission de suivi de site. La première comprend la présentation de l'arrêté de prescription du PPRT. La deuxième comprend la présentation du projet de plan de prévention des risques technologiques.

Les réunions de la commission de suivi de site ayant pour objet le plan de prévention des risques technologiques ne sont pas ouvertes au public. Le bilan de la concertation n'est pas rendu public.

Conformément à l'article R.515-50 alinéa III, pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, les mesures d'information et de consultation prévues au livre V titre Ier chapitre V section VI sous-section I du code de l'environnement ne sont pas effectuées et le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique.

ARTICLE 6 : Mesures de publicité

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera, en outre, publié au bulletin officiel des armées.

ARTICLE 7 : Délais

Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les 18 mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration.

Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le ministre de la défense peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

ARTICLE 8 :

Le préfet du Var, le directeur départemental des territoires et de la mer du Var et la chef de l'inspection des installations classées de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris le 01 MAR 2013
L'administratrice civile hors classe
Jointe au sous-directeur
de l'Industrie et de l'Environnement
Pour le Ministre et par délégation

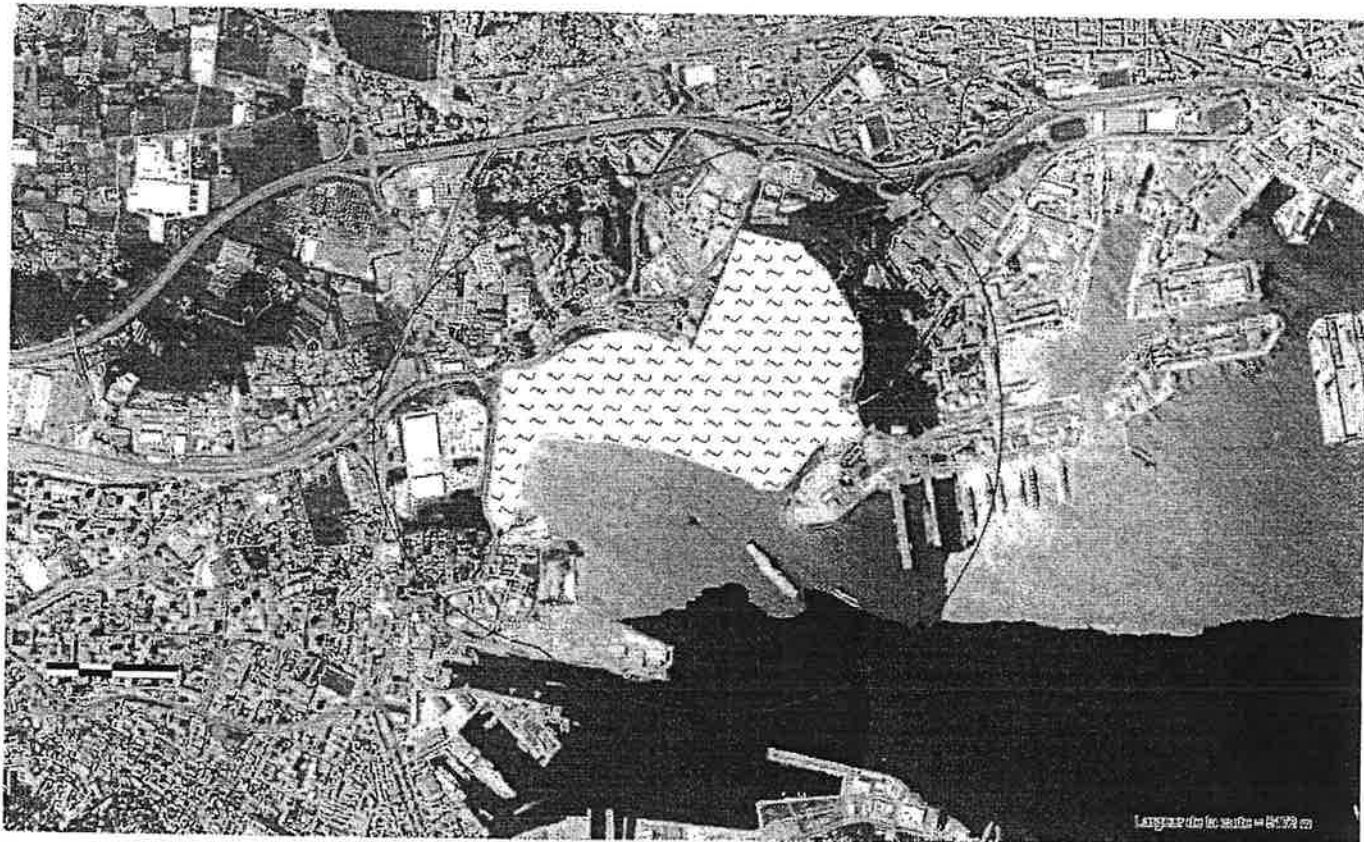
Line BONMAKIL-COULOUME

ANNEXE

Périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques
de la pyrotechnie principale de Toulon (département du Var).



PPRT de la pyrotechnie de Toulon (EPMu "Méditerranée")
Périmètre d'étude



Sources:

SIGRA

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

Arrêté

de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-15 à L. 515-26 et R. 515-39 à R. 515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

CONSIDERANT les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

CONSIDERANT les mesures complémentaires de réduction du risque à la source actées par le courrier de l'établissement principal des munitions "Méditerranée" en date du 21 mai 2013 ;

CONSIDERANT que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans le délai de dix-huit mois à compter de la date de l'arrêté de prescription ;

CONSIDERANT qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R. 515-40 du code de l'environnement ;

SUR PROPOSITION du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au **1^{er} mars 2016**.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département et au bulletin officiel des armées.

Fait à Paris, le 30 JUIN 2014
L'ingénieur en chef des ponts
des eaux et des forêts
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement
pour le ministre et par délégation
Stanislas PROUVOST

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DE LA DEFENSE

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

Le ministre de la défense,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2014 prorogeant le plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire qui figure dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense :

Arrête :

Art. 1^{er}. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} septembre 2017.

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 prescrivant l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologique autour de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département du Var.

Art. 4. Cet arrêté sera publié *au Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le **29 FEV. 2016**

Pour le ministre de la défense et par délégation :

L'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts,
Sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement



Stanislas PROUVOST.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon communes de Toulon, Ollioules et la Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 13 février 2017 portant nomination (administration centrale) ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées de la défense.

Arrête :

Art. 1er. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} mars 2019.

Art. 2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

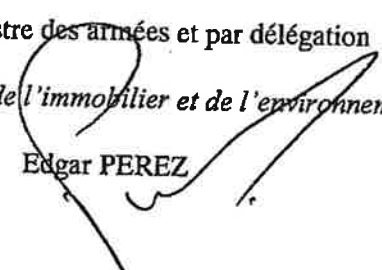
Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Art. 3. Le chef de l'inspection des installations classées de la défense, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art. 4. Cet arrêté sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 20 JUIN 2017

Pour la ministre des armées et par délégation
Le sous-directeur de l'immobilier et de l'environnement,
Edgar PEREZ





MINISTÈRE DES ARMÉES

ARRÊTÉ portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var)

La ministre des armées,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L515-15 à L515-26 et R515-39 à R515-50 relatifs aux plans de prévention des risques technologiques ;

Vu l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté n° 943/DEF/SGA/DMPA/SDIE/BENV du 30 juin 2014 de prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, commune de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 29 février 2016 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var) ;

Vu l'arrêté du 20 juin 2017 portant prolongation du délai d'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer ;

Considérant les enjeux sensibles et la complexité de la phase d'association relative à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ;

Considérant la recherche d'un consensus sur le projet d'aménagement portuaire dans le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques ;

Considérant que l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon ne pourra être menée à bien dans les délais fixés par les arrêtés ministériels ;

Considérant qu'un nouveau délai peut être fixé par arrêté conformément à l'article R515-40 du code de l'environnement ;

Sur proposition du chef de l'inspection des installations classées relevant des armées ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var), est prolongé de dix-huit mois, soit jusqu'au 1^{er} septembre 2020.

Art.2. Un exemplaire du présent arrêté sera communiqué pour information aux personnes et organismes associés définis à l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} mars 2013 de prescription du plan de prévention des risques technologiques de la pyrotechnie principale de Toulon, sur parties des territoires des communes de Toulon, Ollioules et La Seyne-sur-Mer (Var).

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies des communes concernées et au siège de la communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département.

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.3. Le chef de l'inspection des installations classées relevant des armées, le préfet du Var et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département du Var.

Art.4. Cet arrêté sera publié *au Bulletin officiel des armées*.

Fait à Paris, le 21 Janvier 2019

Pour la Ministre, et par délégation

Le sous-directeur de l'immobilier
et de l'environnement


Philippe DRESS

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS SUR LE RISQUE SISMIQUE

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I. Nature et caractéristique de l'aléa – intensité du risque

Un séisme est une fracturation brutale des roches en profondeur le long de failles en profondeur dans la croûte terrestre (rarement en surface). Le séisme génère des vibrations importantes du sol qui sont ensuite transmises aux fondations des bâtiments.

Les séismes sont, avec le volcanisme, l'une des manifestations de la tectonique des plaques. L'activité sismique est concentrée le long de failles, en général à proximité des frontières entre ces plaques. Lorsque les frottements au niveau d'une de ces failles sont importants, le mouvement entre les deux plaques est bloqué. De l'énergie est alors stockée le long de la faille. La libération brutale de cette énergie stockée permet de rattraper le retard du mouvement des plaques. Le déplacement instantané qui en résulte est la cause des séismes. Après la secousse principale, il y a des répliques, parfois meurtrières, qui correspondent à des réajustements des blocs au voisinage de la faille.

Un séisme est caractérisé par :

- **Son foyer** (ou hypocentre) : c'est l'endroit de la faille où commence la rupture et d'où partent les premières ondes sismiques.
- **Son épicentre** : point situé à la surface terrestre à la verticale du foyer.
- **Sa magnitude** : intrinsèque à un séisme, elle traduit l'énergie libérée par le séisme. La plus connue est celle de Richter. Augmenter la magnitude d'un degré revient à multiplier l'énergie libérée par 30.
- **Son intensité** : qui mesure les effets et dommages du séisme en un lieu donné. Ce n'est pas une mesure objective par des instruments, mais une appréciation de la manière dont le séisme se traduit en surface et dont il est perçu (dommages aux bâtiments notamment). On utilise habituellement l'échelle EMS98, qui comporte douze degrés. Le premier degré correspond à un séisme non perceptible, le douzième à un changement total du paysage. L'intensité n'est donc pas, contrairement à la magnitude, fonction uniquement du séisme, mais également du lieu où la mesure est prise (zone urbaine, désertique...). D'autre part, les conditions topographiques ou géologiques locales (particulièrement des terrains sédimentaires reposant sur des roches plus dures) peuvent amplifier les mouvements sismiques du sol (effets de site), donc générer plus de dommages et ainsi augmenter l'intensité localement. Sans effets de site, l'intensité d'un séisme est habituellement maximale à l'épicentre et décroît quand on s'en éloigne.
- **La fréquence et la durée des vibrations** : ces 2 paramètres ont une incidence fondamentale sur les effets en surface.
- **La faille activée** (verticale ou inclinée) : elle peut se propager en surface.

Un séisme peut se traduire à la surface terrestre par la dégradation ou la ruine des bâtiments, des décalages de la surface du sol de part et d'autre des failles, mais peut également provoquer des phénomènes annexes importants tels que des glissements de terrain, des chutes de blocs, une liquéfaction des sols meubles imbibés d'eau, des avalanches ou des raz-de-marée (tsunamis : vague pouvant se propager à travers un océan entier et frapper des côtes situées à des milliers de kilomètres de l'épicentre de manière meurtrière et dévastatrice).

II. Le zonage sismique

L'analyse de la sismicité historique (à partir des témoignages et archives depuis 1000 ans), de la sismicité instrumentale (mesurée par des appareils) et l'identification des failles actives, permettent de définir l'aléa sismique d'une commune, c'est-à-dire l'ampleur des mouvements sismiques attendus sur une période de temps donnée (aléa probabiliste).

Le nouveau zonage sismique de la France divise le territoire national en cinq zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes (article D563-8-1 du code de l'environnement). Ce classement est réalisé à l'échelle communale.

- zone 1 : sismicité très faible
- zone 2 : sismicité faible
- zone 3 : sismicité modérée
- zone 4 : sismicité moyenne
- zone 5 : sismicité forte.

Dans le VAR, toutes les communes sont classées en zones de sismicité 2 à 4 (carte annexée à cette fiche).

La commune de LA SEYNE-SUR-MER est située en zone 2, sismicité faible.

III. Les règles de construction parasismique

Le zonage sismique de la France impose (dans les zones 2, 3, 4 et 5) l'application de règles parasismiques pour les constructions neuves et aux bâtiments existants dans le cas de certains travaux d'extension notamment.

Ces règles sont définies par les normes Eurocode 8, qui ont pour but d'assurer la protection des personnes contre les effets des secousses sismiques. Elles définissent les conditions auxquelles doivent satisfaire les constructions pour atteindre ce but.

En cas de secousse « nominale », c'est-à-dire avec une ampleur théorique maximale fixée selon chaque zone, la construction peut subir des dommages irréparables, mais elle ne doit pas s'effondrer sur ses occupants.

En cas de secousse plus modérée, l'application des dispositions définies dans les règles parasismiques doit aussi permettre de limiter les endommagements et, ainsi, les pertes économiques. Ces nouvelles règles sont applicables à partir de mai 2011 à tout type de construction.

Les principales références réglementaires concernent l'article L.563-1 du code de l'environnement, le décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 et l'arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal ».

Les règles de classification issues de l'arrêté du 22 octobre 2010 sont synthétisées ci-après :

- catégorie d'importance I : bâtiments dans lesquels il n'y a aucune activité humaine nécessitant un séjour de longue durée ;
- catégorie d'importance II : habitations individuelles, établissements recevant du public (ERP) de catégories 4 et 5, habitations collectives de hauteur inférieure à 28 m, bureaux ou établissements commerciaux non ERP ($h \leq 28$ m, max. 300 pers.), bâtiments industriels pouvant accueillir au plus 300 personnes, parcs de stationnement ouverts au public ;

- catégorie d'importance III : ERP de catégories 1, 2 et 3, habitations collectives et bureaux de hauteur supérieure à 28 m, bâtiments pouvant accueillir plus de 300 personnes, établissements sanitaires et sociaux, centres de production collective d'énergie, établissements scolaires ;
- catégorie d'importance IV : bâtiments indispensables à la sécurité civile, la défense nationale et le maintien de l'ordre public. bâtiments assurant le maintien des communications, la production et le stockage d'eau potable, la distribution publique de l'énergie. bâtiments assurant le contrôle de la sécurité aérienne, établissements de santé nécessaires à la gestion de crise, centres météorologiques.

Dans les zones de **sismicité faible (zone 2)**, les règles de construction parasismiques sont obligatoires, pour toute construction neuve ou pour les travaux d'extension sur l'existant, pour les bâtiments de catégories III et IV. Elles sont également obligatoires pour les travaux lourds, pour les bâtiments de catégorie IV (décret 2010-1254 du 22 octobre 2010).

Les grandes lignes de ces règles de construction parasismique sont :

- la prise en compte de la nature du sol et du mouvement du sol attendu,
- la qualité des matériaux utilisés,
- la conception générale de l'ouvrage (qui doit allier résistance et déformabilité),
- l'assemblage des différents éléments qui composent le bâtiment (chaînages),
- la bonne exécution des travaux.

IV. Les grands principes de construction parasismique

- fondations reliées entre elles,
- liaisonnement fondations-bâtiments-charpente,
- chaînages verticaux et horizontaux avec liaison continue,
- encadrement des ouvertures (portes, fenêtres),
- murs de refend,
- panneaux rigides,
- fixation de la charpente aux chaînages,
- triangulation de la charpente,
- chaînage sur les rampants,
- toiture rigide,

Le respect des règles de construction parasismique ou le renforcement de sa maison permettent d'assurer au mieux la protection des personnes et des biens contre les effets des secousses sismiques.

V. Informations générales

Le risque sismique : <http://www.georisques.gouv.fr/articles/le-risque-sismique>

Ma commune face au risque : <http://www.georisques.gouv.fr/index.php>

Plan séisme : <http://www.planseisme.fr>

Le Bureau Central Sismologique français (BCSF) : <http://www.franceseisme.fr>

Date d'élaboration de la fiche : avril 2011

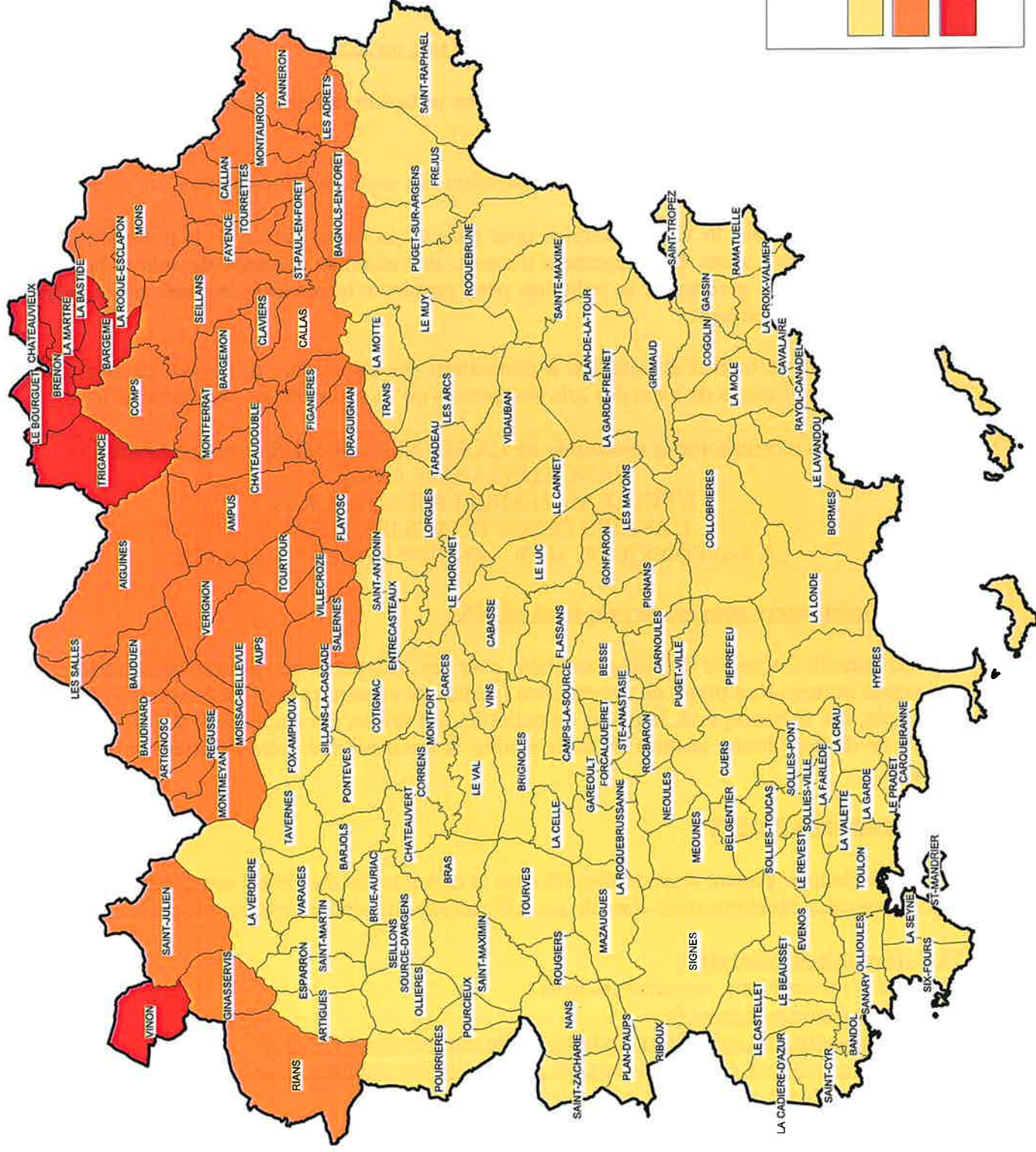
mise à jour : mai 2019

ZONES DE SISMICITE DU VAR

Décret du 22 octobre 2010



Direction
Départementale
des Territoires
et de la Mer



LEGENDE

- Zone de sismicité faible (2)
- Zone de sismicité modérée (3)
- Zone de sismicité moyenne (4)

FICHE SYNTHETIQUE D'INFORMATIONS
POUR LES SECTEURS D'INFORMATION SUR LES SOLS

COMMUNE DE LA SEYNE-SUR-MER

I. Présentation des Secteurs d'Information sur les sols ou SIS :

Les SIS comprennent les terrains où est avérée une pollution des sols consécutive à d'anciennes activités de type industrielles.

L'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 a porté création des secteurs d'information sur les sols (SIS) dans le département du Var.

Cet arrêté recense, dans le Var, les terrains pour lesquels la connaissance de la pollution des sols justifie, notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols et la mise en place de mesures de gestion de la pollution pour préserver la sécurité, la santé ou la salubrité publique et l'environnement.

Ce dispositif est un outil d'information à destination des acquéreurs ou locataires afin que ces derniers soient conscients de l'état des sols des terrains qu'ils occupent ou souhaitent acheter.

Les SIS recensés sur la commune de LA SEYNE-SUR-MER correspondent à :

L'ANCIENNE USINE A GAZ
L'ECOLE MATERNELLE JEAN JAURES
L'ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL
LA RAFFINERIE DU MIDI – ANCIEN DEPOT PETROLIER

II. Les conséquences pour un terrain situé en SIS :

Afin de garantir l'absence de risque sanitaire pour les occupants des futures constructions, tout aménageur porteur d'un projet de construction (permis de construire ou d'aménager) devra prendre en compte, dès sa conception, le risque de pollution des sols et des eaux souterraines ainsi que les opérations de dépollution nécessaires pour rétablir la compatibilité entre l'état des sols et l'usage envisagé.

III. Consultation des SIS :

L'arrêté préfectoral portant création des SIS dans le département du Var est consultable sur le lien :
<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/anciens-sites-industriels-et-sols-pollues-r243.html>

VI. Informations générales :

Pour plus d'informations, consulter les liens :

<http://www.georisques.gouv.fr/>

<http://www.georisques.gouv.fr/les-secteurs-dinformations-des-sols-sis>

<http://www.georisques.gouv.fr/dossiers/sis-secteur-dinformation-sur-les-sols>

<https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>

<http://www.paca.developpement-durable.gouv.fr>

Date de réalisation ou de mise à jour de la fiche : mai 2019



Identification

Identifiant 83SIS06132
Nom usuel ANCIEN DEPOT PETROLIER TOTAL
Adresse Corniche du Bois Sacré
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 18/09/2012

Description du site:

Ancien DEPOT Pétrolier - Sté TOTAL à la SEYNE - 83-

Site d'un ancien dépôt pétrolier sur une superficie de 2,5 à 3 ha en zone industrielle, situé non loin du bord de mer et où était exploitée dès 1994, une usine de fabrication de briques de charbon.

Dans les années 1930 apparaît l'activité de stockage d'hydrocarbures liquides jusqu'à la fermeture du site en 1988. Trois plateformes ont été aménagées pour implanter les bacs de stockage et les installations de transvasement. Le volume des produits stockés avait une capacité de 27 000 m³. L'AP du 28/09/1972 a autorisé l'augmentation de capacité de 14 900m³ à 27 000m³.

Description qualitative :

Lors de la cessation d'activité, toutes les infrastructures existantes ont été enlevées (réservoirs de stockages, postes de transvasement) à l'exception des bâtiments. L'atteinte à l'environnement restant sur le site était due à la présence d'hydrocarbures dans les sols.

Une évaluation environnementale a été réalisée par la société TOTAL en 1993 et une proposition technique de réhabilitation a été présentée à l'administration en février 1995. Au vu de ces éléments, l'AP du 4/01/1996 a prescrit les objectifs et les modalités de réhabilitation du site pour un usage de type industriel. Les terres souillées par les Hydrocarbures ont été traitées par biodégradation sur place et celles marquées par les HAP incinérées en centre spécialisé.

Les compte-rendus de travaux fournis début 1998 par la société TOTAL, ont mis en évidence des difficultés d'évaluation des teneurs finales en hydrocarbures dans les sols. Aussi, des dispositions complémentaires ont été définies afin de procéder à la validation totale des travaux effectués. L'industriel a présenté en 2001, un bilan satisfaisant de l'état de la qualité des sols après traitement par biodégradation. Par ailleurs, les eaux de pompage récupérées au moment des excavations ont fait l'objet d'un traitement. Le procès verbal de récolement a été délivré le 9/10/2003. TOTAL a déposé un dossier de demande d'instruction de SUP en Septembre 2004.

Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y avait pas de suivi piézométrique effectué, au delà de celui réalisé pendant les travaux et qui n'a mis en évidence aucune anomalie.

Le terrain a fait l'objet d'un compromis de vente à la SAS CORNICHE DU BOIS SACRE en vue de la réalisation d'un ensemble d'immeuble. Un diagnostic de pollution des sols et une Etude Quantitative des Risques Sanitaires ont été effectués le 13/04/2012. Les résultats ont montré la présence ponctuelle de métaux (As, Cu, Hg, Pb, Zn) à des concentrations supérieures au bruit de fond géochimique; des anomalies en HCT et HAP dans les sols. Pas d'anomalies sur les eaux souterraines et on notera la présence ponctuelle de composés volatils dans les gaz du sol. L'EQRS a mis en évidence que pour le projet d'aménagement, les risques pour la santé humaines des futur usagés sont acceptables pour l'ensemble des scénarii étudiés.

Ce site ne nécessite plus d'actions de la part de l'administration et va basculer dans BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0005	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83.0005

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	936412.0 , 6226851.0 (Lambert 93)
Superficie totale	59380 m²
Perimètre total	4053 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AR	1326	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	201	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	203	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	193	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	195	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	194	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	196	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	720	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	721	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	723	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	204	31/07/2012
LA SEYNE SUR MER	AR	1349	31/07/2012

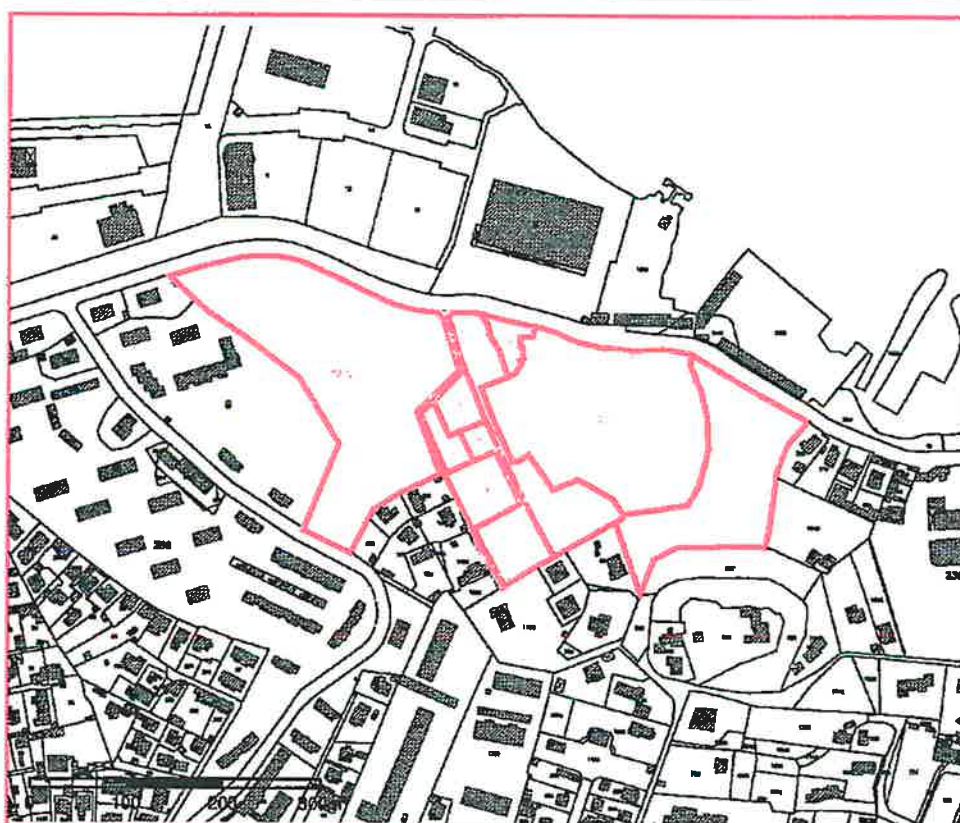
Documents

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06132



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06132



Identification

Identifiant 83SIS06133
Nom usuel RAFFINERIE du MIDI - ANCIEN DEPOT PETROLIER
Adresse Route de la Gare
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 04/05/2016

Description du site:

RAFFINERIE du MIDI - Ancien Dépôt Pétrolier à la Seyne - 83-

L'activité de cet ancien dépôt de produits pétroliers date de 1896, une autorisation d'exploitation ayant été délivrée en 1912.

Ce dépôt a été progressivement agrandi jusqu'à avoir en 1964 une capacité de stockage de 20 000 m³.

Il est implanté en zone industrielle de la Seyne sur une superficie d'environ 4,5 ha.

Son activité s'est arrêtée en 1994 .

Description qualitative:

Lors de la fermeture en 1994 de ce dépôt, les infrastructures ont été enlevées (réservoirs de stockage, postes de chargement des citernes routières).

En 1995, l'exploitant a fait réaliser par la société GEOSTOCK une étude de diagnostic du sous-sol qui a mis en évidence une contamination des sols par des hydrocarbures en un certain nombre de zones du terrain.

Le problème de l'affectation ultérieure du site étant resté en attente, l'industriel a tardé à présenter une proposition de réhabilitation.

En août 1998, l'exploitant a fait procéder à une étude complémentaire au diagnostic initial du site, par la société GESTER, assortie d'une estimation du coût des travaux nécessaires pour atteindre un niveau de décontamination inférieur ou égal à 500 mg/kg d'hydrocarbures dans les sols.

La question du devenir du site n'étant toujours pas réglée, la DRIRE a agi auprès de l'exploitant, fin 1999, afin qu'il prenne une décision. En mars 2000, il a choisi d'accepter ce niveau de décontamination de 500 mg/kg qui par sa sévérité, permet un usage ultérieur ambitieux des terrains. La partie haute exempte d'exploitation antérieure serait cédée à la Ville pour des logements; la partie basse objet de ces travaux serait cédée à la communauté urbaine de T.P.M. en relation avec le projet de tramway.

L'exploitant après appel d'offres a réalisé les travaux en 2002 selon les propositions et les solutions techniques retenues à cette fin pour un usage multi fonctionnel des terrains; le bilan des travaux a été remis .

La procédure d'institution de servitudes d'utilité publique a été finalisé par l'AP d'instauration de SUP le 16/06/2006

Du fait de l'absence de nappe sensible, il n'y a pas de suivi piézo;

Ce site ne nécessite plus d'action de l'administration chargée des installations classées. Cet ancien site industriel est répertorié depuis 2012 sur le site BASIAS.

Etat technique Site traité avec restrictions d'usages, travaux réalisés, restrictions d'usage ou servitudes imposées ou en cours

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0012	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83.0012

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection Terrains concernés à risques gérés

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934164.0 , 6228214.0 (Lambert 93)

Superficie totale 36370 m²

Perimètre total 904 m

Liste parcellaire cadastral

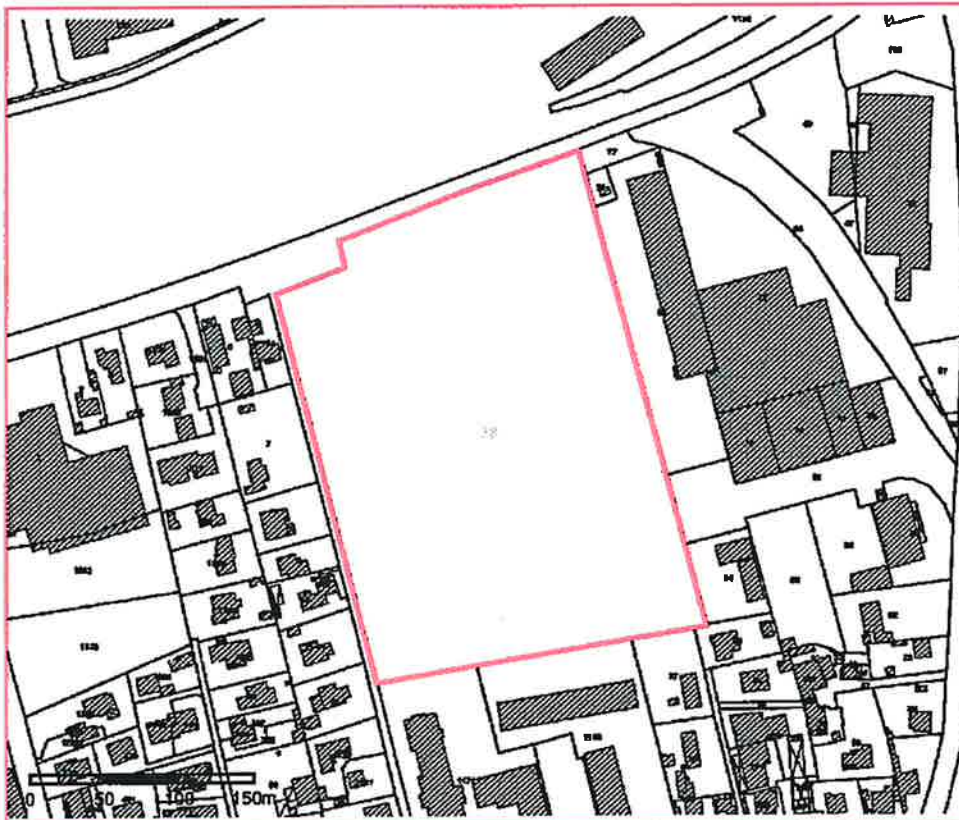
Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AD	38	08/08/2012

Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0012--1		Oui

Cartographie





Identification

Identifiant 83SIS06347
Nom usuel Ancienne usine à gaz
Adresse Avenue Pierre Fraysse/ rue Henri Barbusse
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 08/06/2012

Description du site :

* Site de La Seyne sur mer -83-

Le terrain est situé au centre ville. Il a une superficie d'environ 10938 m² pour la partie exploitation . Le site a accueilli de 1864 à 1941/43 une usine fabriquant du gaz à partir de la distillation de la houille. Les activités de l'usine (d'une superficie de 7700 m²) ont été arrêtées en 1943. En 1943 le site a stocké le gaz produit à l'usine de Toulon La Loubière dans les gazomètres. Les installations de l'usine ont été démantelées.

Gaz de France et EDF n'ont jamais été exploitant de l'usine.

Actuellement, le site est occupé par EDF GDF Services (agence, parc de matériel, benne à déchets...).

A l'issue du protocole, un projet d'aménagement du site est à l'étude par la Ville.

Description qualitative :

Gaz de France a hiérarchisé ses actions sur les 467 sites d'anciennes usines à gaz qu'il gère, répartis sur l'ensemble du territoire. La méthodologie retenue a consisté à hiérarchiser les sites en fonction de leur sensibilité vis à vis de l'environnement (usage du site, vulnérabilité des eaux souterraines et superficielles, présence et type de la population sur le site..).

L'application de cette méthode a abouti à l'établissement de 5 classes de priorité pour lesquelles les engagements de Gaz de France ont fait l'objet d'un protocole d'accord relatif à la maîtrise et au suivi de la réhabilitation des anciens terrains d'usine à gaz entre le Ministère de l'Environnement et Gaz de France signé le 25 avril 1996.

Sur le site de l'ancienne usine à gaz de La Seyne sur mer, en classe 4 du protocole, ont été réalisés un diagnostic initial suivi d'un diagnostic approfondi en raison du réaménagement pour les besoins interne de l'entreprise. L'ensemble des études a consisté à effectuer des recherches historiques et documentaires, à rechercher des ouvrages

enterrés, à évaluer l'impact du site sur les ressources locales en eau (eaux souterraines et superficielles), à caractériser le sol superficiel pour évaluer les risques de contact direct et ceux liés à d'éventuelles émanations gazeuses et à caractériser le sol en profondeur.

Ces diagnostics, effectués par un bureau d'études à la demande de Gaz de France, ont mis en évidence l'existence d'une cuve à goudron contenant 160 tonnes de produits goudronneux ainsi qu'une zone de terre souillée aux goudrons et une cuve à solvant naphta contenant 4m³ de solvant. Les cuves à goudron et solvant ont été vidées et nettoyées au début de l'année 1998. Le site ne présente pas de risques pour son usage actuel.

Les eaux souterraine ont été analysées au moment des études puis arrêtées du fait de l'absence d'impact avéré.

Ce site n'appelle plus d'actions de la part de l'administration et bascule vers BASIAS.

Etat technique Site libre de toutes restrictions, travaux réalisés, aucune restriction, pas de surveillance nécessaire

Observations

Références aux inventaires

Organisme	Base	Identifiant	Lien
Administration - DREAL - DRIEE - DEAL	Base BASOL	83.0022	http://basol.developpement-durable.gouv.fr/fiche.php?page=1&index_sp=83.0022

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde	935157.0 , 6226564.0 (Lambert 93)
Superficie totale	10524 m²
Perimètre total	1130 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AP	433	
LA SEYNE SUR MER	AP	434	
LA SEYNE SUR MER	AP	436	

Documents

Titre	Commentaire	Diffusé
plan-cartographique-83.0022--1		Oui

Cartographie



Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06347



Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06347



Identification

Identifiant 83SIS06677
Nom usuel Ecole maternelle Jean Jaurès
Adresse rue Boisselin
Lieu-dit
Département VAR - 83
Commune principale LA SEYNE SUR MER - 83126
Caractéristiques du SIS au 18/01/2018

La qualité des milieux au droit de l'école a potentiellement été influencée par d'anciennes activités recensées dans l'environnement de l'établissement. Les investigations réalisées dans le cadre de la démarche « établissements sensibles » (<http://www.installationsclassees.developpement-durable.gouv.fr/Demarche-Etablissements-Sensibles.html>) au droit de l'école ont mis en évidence que des composés volatils ont été quantifiés dans l'air des sols et l'air sous dalle de certains bâtiments. Toutefois, les aménagements actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions

Les diagnostics et études réalisées permettent de conclure que les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions. Néanmoins, des anomalies ont été mises en évidence et si des aménagements ou les usages des lieux venaient à être modifiés il faudrait vérifier la compatibilité des projets avec l'état des sols.

Etat technique

Observations

Références aux inventaires

Sélection du SIS

Statut Diffusé

Critère de sélection

Commentaires sur la sélection

Caractéristiques géométriques générales

Coordonnées du centroïde 934961.0 , 6226390.0 (Lambert 93)
Superficie totale 2208 m²
Périmètre total 245 m

Liste parcellaire cadastral

Date de vérification du
parcellaire

Commune	Section	Parcelle	Date génération
LA SEYNE SUR MER	AO	576	24/01/2018

Documents

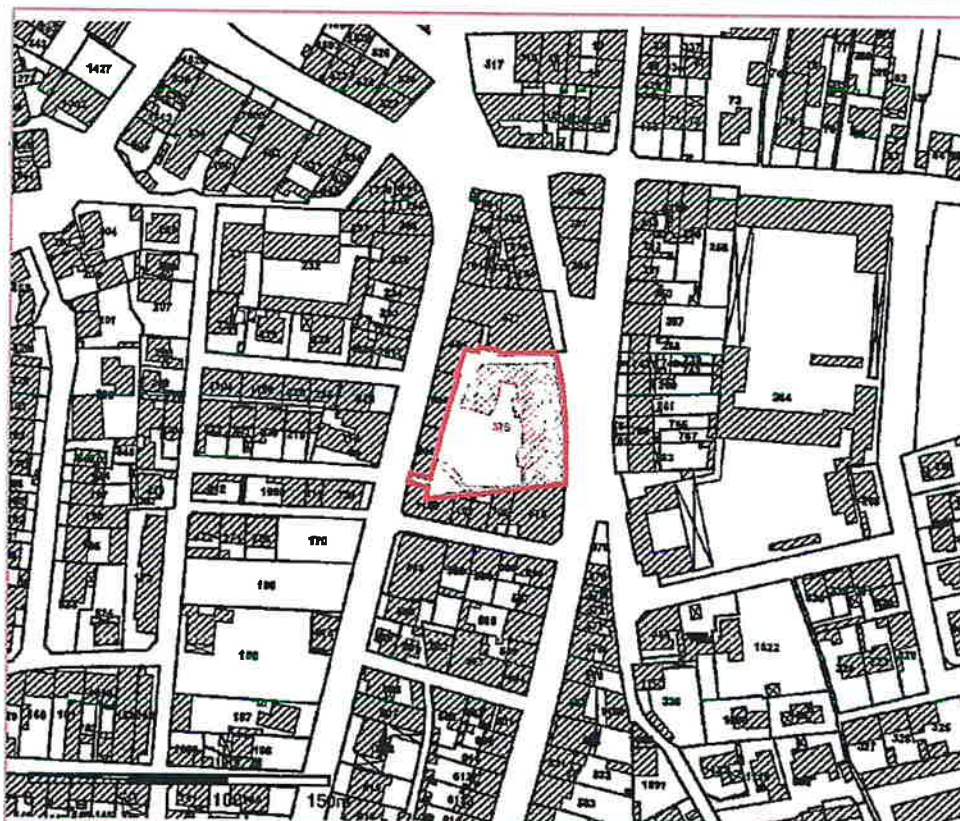
Titre	Commentaire	Diffusé
plan_carto_01		Oui

Cartographie



□ Périmètre du SIS
Cartes IGN - IGN

Identifiant : 83SIS06677



□ Périmètre du SIS
Parcelles cadastrales - IGN

Identifiant : 83SIS06677

CNRS

CONSTRUCTION DE LA BASE OPERATIONNELLE MUTUALISEE DE LA DIVISION TECHNIQUE INSU PROJET MEUST à LA SEYNE-SUR-MER



Note de synthèse



CNRS – Délégation Côte d'Azur
Campus Azur
250 rue Albert Einstein – CS 102669
06905 SOPHIA ANTIPOLIS

Tél : 04 93 95 42 22
Fax : 33 492 69 03 39

SOMMAIRE

1	PREAMBULE	3
2	PRESENTATION DE L'OPERATION	3
2.1	LE CONTEXTE - HISTORIQUE ET ENJEUX.....	3
2.2	LES OBJECTIFS	4
2.3	LE SITE	4
3	QUALITE ARCHITECTURALE ET TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS.....	6
4	CONCEPT DE L'EQUIPEMENT	7
4.1	GENERALITES.....	7
4.2	LES SURFACES	7
5	LE CONTEXTE PHYSIQUE ET URBAIN	8
5.1	URBANISME.....	8
5.2	CONTEXTE PHYSIQUE	8
5.2.1	Qualité des sols.....	8
5.2.2	Risques naturels	8
5.2.3	Risques sanitaires.....	8

1 PRÉAMBULE

Le Centre National de la Recherche Scientifique engage une opération immobilière visant à la construction de la base opérationnelle mutualisée MEUST d'appui pour le chantier Méditerranée interdisciplinaire et inter-organisme qui prendra place sur la zone portuaire de Brégaillon à la Seyne-sur-Mer.

Actuellement la Division Technique Institut National des Sciences de l'Univers est localisée sur le site d'Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la MER (IFREMER).

2 PRESENTATION DE L'OPERATION

2.1 LE CONTEXTE - HISTORIQUE ET ENJEUX

Les sciences de la mer, qui ont pendant très longtemps effectué leurs observations par échantillonnage lors de campagnes en mer, développent depuis peu de nouveaux moyens permanents d'observation des grands fonds.

La ligne sous-marine IL07 instrumentée pour la biogéochimie, l'acoustique, l'océanologie et la géologie, exploitée depuis plusieurs années sur ANTARES¹ confère un positionnement éminent de la France en la matière.

La Seyne-sur-Mer occupe une position géographique stratégique sur la côte française en Méditerranée et offre un environnement favorable pour la recherche et les développements technologiques, comme l'accès facile à la mer, l'existence d'infrastructures techniques et la présence de nombreux partenaires.

Le projet scientifique MEUST² représente une opportunité unique de « plonger » la Seyne-sur-Mer, l'agglomération de Toulon, le Var et la Région PACA au cœur des initiatives européennes en faveur de l'astronomie neutrino et des observatoires de fond de mer.

MEUST réalisera les technologies retenues et déploiera au large de Toulon un nouveau réseau sous-marin modulaire et extensible permettant de connecter :

- Une dizaine de lignes de détection neutrino de nouvelle génération préfigurant l'astronomie neutrino **comme une forme novatrice et prometteuse de l'observation de l'univers**. Première phase du télescope à neutrinos de nouvelle génération de taille kilométrique - KM3NeT (Cubic Kilometer Neutrino Telescope)
- Toute une panoplie de capteurs pluridisciplinaires intelligents (caméras, hydrophones, senseurs chimiques, etc...) contribuant à **l'instrumentation du nœud français Ligne du futur réseau européen d'observatoires EMSO** (European Multidisciplinary Seafloor Observatory).

Le CNRS souhaite réaliser la base opérationnelle d'appui pour le chantier Méditerranée interdisciplinaire et inter-organisme sur le terre-plein de Brégaillon à la Seyne-sur-Mer au cœur du technopôle de la mer.

Cette base opérationnelle mutualisée MEUST comprendra la Division Technique INSU³ et le Centre de Carottage et de Forage National (C2FN) et des locaux destinés aux laboratoires CPPM⁴ et MIO⁵.

L'ensemble immobilier et les aménagements extérieurs feront partie intégrant du campus de Brégaillon regroupant le CNRS, IFREMER et un tiers. Le Campus sera une zone ISPS⁶.

L'ensemble bâti accueillera un effectif de 25 personnels et comprendra :

- Une zone tertiaire destinée à l'accueil des personnels permanents et non permanents.
- Un laboratoire pour les manipulations chimiques et plusieurs ateliers de la Division Technique INSU dont certains bénéficient d'un accès à la mer.
- Des moyens mutualisés pour le stockage et la maintenance des instruments.
 - Un hall d'intégration et de préparation de campagnes commun.

¹ ANTARES: Astronomy with a Neutrino Telescope and Abyss Environmental RESearch

² MEUST: Mediterranean Eurocenter for Underwater Sciences and Technologies

³ INSU : Institut National des Sciences de l'Univers

⁴ CPPM : Centre de Physique des Particules de Marseille.

⁵ MIO : Méditerrananean Institut of Ocenaography

⁶ ISPS : International Ship and Port facility et Security

2.2 LES OBJECTIFS

Le maître d'ouvrage, le CNRS développe les objectifs suivants concernant la construction de cette base opérationnelle MEUST :

Renforcer les moyens de la Division Technique INSU :

- Développer la recherche et le développement en instrumentation embarquée sur engins sous-marins en partenariat avec IFREMER et plusieurs laboratoires régionaux.
- Disposer de locaux adaptés aux travaux de recherche en termes de sécurité et d'ergonomie.
- Mutualiser les moyens logistiques et aires de stockage.

Prendre en compte le développement durable :

- Proposer une solution permettant de limiter les besoins énergétiques de fonctionnement.
- Développer des solutions techniques pertinentes (utilisation eau de mer, récupération sur salles techniques, ...)

Limitier les coûts opérationnels et respecter l'économie du projet:

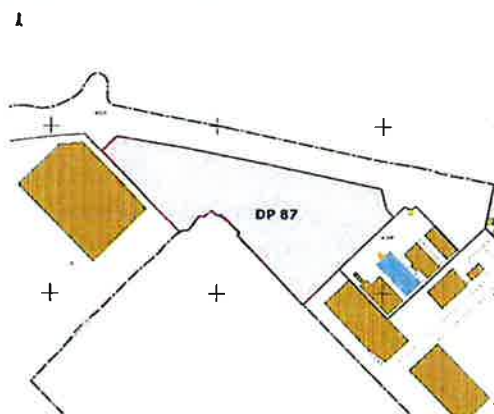
- Rationaliser les espaces et équipements techniques.
- Intégrer dans la réflexion, dès les premières phases d'études, les contraintes liées à la prise en compte de la maintenance du bâtiment.
- Anticiper la gestion en termes d'exploitation et de maintenance
- Permettre au gestionnaire d'anticiper les coûts d'exploitation et de maintenance.
- Susciter une réflexion en termes de coût global pour le choix des options techniques retenues.

2.3 LE SITE

Le site retenu pour l'implantation de la base mutualisée de la DT INSU se positionne dans la rade de Toulon sur la zone portuaire de Brégaillon à la Seyne sur Mer. Il a la particularité d'être situé sur le DPM (Domaine Public Maritime). La rade de Toulon est une ZNLA (Zone non librement accessible). La gestion du port et de ses accès est assurée par la CCI⁷ du Var.



L'accessibilité de la zone portuaire est contrôlée dès l'entrée sur la zone par les personnels de sécurité mis en place par le gestionnaire du port. Leur accord est indispensable pour autoriser l'entrée sur la zone portuaire des personnels et visiteurs.



La parcelle DP 87 représente environ 7 630 m².

⁷ CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

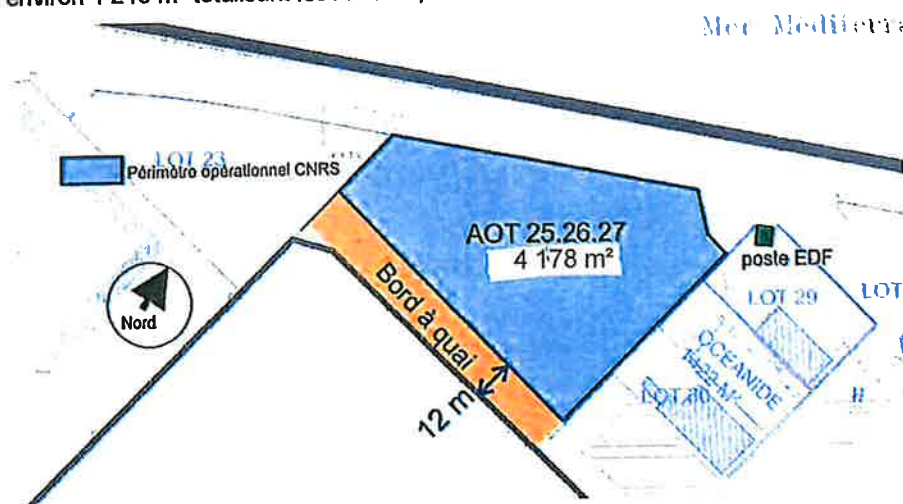
L'autorité portuaire, propriétaire des terrains, est donc le syndicat mixte Ports Toulon Provence, la gestion ayant été confiée à la Chambre Commerciale et Industrielle du Var. Le terrain ne peut donc être vendu. Il ne peut être délivré qu'une AOT (Autorisation d'Occupation Temporaire) pour la réalisation des projets.

L'AOT porte sur les terrains, ces derniers sont livrés nus, les constructions antérieures auront été démolies y compris les ouvrages d'infrastructure. Les pollutions antérieures seront traitées dans le cadre de l'opération en cohérence avec le rapport de diagnostic réalisé préalablement au lancement de l'opération.

La parcelle DP 87 accueillera :

- Un terre-plein d'une largeur de 12 mètres depuis la limite du quai appelé « bord à quai ».
- Un prolongement du terre-plein jusqu'à la voie de circulation existante afin de faciliter les accès au port.
- Les AOT 23, 25, 26 et 27.
- Un accès à la parcelle de l'AOT 30.

Le périmètre opérationnel dévolu au projet immobilier CNRS est précisé ci-dessous et développe une superficie d'environ 4 245 m² totalisant les AOT 25, 26 et 27.



3 QUALITE ARCHITECTURALE ET TECHNIQUE DES CONSTRUCTIONS

La qualité architecturale et technique de la construction attendue par le maître d'ouvrage devra :

- Proposer aux utilisateurs et usagers un cadre de travail et de vie satisfaisant,
- Assurer la pérennité des ouvrages ainsi que les conditions optimales d'exploitation et maintenance des locaux.
- Répondre aux exigences fonctionnelles, habitabilité et évolutivité.
- Satisfaire aux exigences réglementaires (incendie, sécurité des biens, du bâti et des personnes)

Outre la qualité architecturale et technique de la construction, le maître d'ouvrage souhaite une conception responsable et soucieuse des enjeux environnementaux.

Conscient des enjeux environnementaux actuels et désirant disposer d'un bâtiment de qualité, le CNRS n'envisage pas d'engager une démarche de labellisation ou de certification ; toutefois les objectifs affichés par le CNRS en termes de stratégie environnementale doivent permettre de concevoir, réaliser et exploiter le futur bâtiment dans une logique guidée par le bon sens, la sobriété et le confort d'usage, limitant son empreinte globale sur l'environnement immédiat et sur l'environnement au sens le plus large.

Le CNRS s'est fixé 4 axes dans le cadre de cette opération :

- Adaptation du projet au contexte local : contexte climatique et activités sur site ;
- Construction à faible impact environnemental : ressources locales ;
- Gestion économe des ressources en exploitation : énergie, eau, déchets, entretien ;
- Ambiance adaptée aux activités : ambiance thermique, visuelle, sonore et qualité de l'air.

4 CONCEPT DE L'EQUIPEMENT

4.1 GENERALITES

La base opérationnelle MEUST accueillera la Division technique de l'INSU⁸, une équipe de laboratoire de CPPM⁹, le centre de carottage et de forage national (C2FN) et des locaux de l'antenne MIO¹⁰. Ces entités seront organisées sur deux sites.

L'équipe du laboratoire CPPM et l'antenne MIO seront positionnées dans des locaux existants restructurés sur le site IFREMER (hors opération).

Les locaux restructurés (hors opération) accueilleront :

- Une zone tertiaire destinée à l'accueil des personnels permanents et non permanents.
- Plusieurs ateliers destinés au laboratoire CPPM ainsi que la salle de commande pour l'exploitation de l'observatoire sous-marin.
- Des locaux d'enseignement et de recherche pour MIO.

La base opérationnelle MEUST (objet de la consultation) occupera un ensemble à bâtir sur les parcelles AOT 25, 26 et 27.

Cet ensemble bâti à minima de deux niveaux comprendra :

- Au RDC : Des halls techniques – hauteur libre sous plafond entre 3,5 m et 7 m, des locaux associés au hall d'intégration (atelier, stockage et locaux logistiques, sanitaires, douches). Les salles techniques informatiques. Les moyens mutualisés pour le stockage et la maintenance des instruments. Accès mer pour le hall technique d'intégration.
- Au R+1 : une zone tertiaire destinée à l'accueil des personnels permanents et non permanents.

4.2 LES SURFACES

Les surfaces théoriques nécessaires au fonctionnement des différents entités s'organisent de la façon suivante :

- Construction d'environ 2 000 m² SU dont 350 m² de bureaux.
- Aménagements extérieurs de 1 400 m² dont 1 200 m² de stockages/stationnement extérieurs non abrités.

⁸ INSU : Institut National des Sciences de l'Univers

⁹ CPPM : Centre de Physique des Particules de Marseille.

¹⁰ MIO : Méditerranéan Institut of Ocenaography

5 LE CONTEXTE PHYSIQUE ET URBAIN

5.1 URBANISME

Le site est soumis au règlement du Plan Local d'Urbanisme de la ville de la Seyne sur Mer. La parcelle est en zone UPa.

5.2 CONTEXTE PHYSIQUE

5.2.1 QUALITE DES SOLS

Des études de sols réalisées dans le cadre de la réalisation d'un bâtiment sur le même terre-plein précise que les fondations devront être sur le mode de fondation profondes sur pieux ancrés.

Les activités liées à l'exploitation précédente du site par des opérations de carénage ont généré une pollution du périmètre opérationnel. L'état de la parcelle a été porté à la connaissance du CNRS au travers de plusieurs études. Il ressort de ces études que l'état des sols est compatible avec le projet immobilier du CNRS sous réserve d'une opération de dépollution.

5.2.2 RISQUES NATURELS

Cinq risques naturels majeurs sont recensés sur la commune de La Seyne-sur-mer :

- Feu de forêt : site non concerné
- Inondation : site en zone bleue concerné par le risque d'inondation par le lit majeur exceptionnel et se situe sur une zone de remblai.
- Mouvement de terrain : site non concerné.
- Aléa gonflements des argiles
- Risque sismique : zone 2

5.2.3 RISQUES SANITAIRES

Trois risques sanitaires sont recensés sur la commune de La Seyne-sur-Mer :

- Risque accident nucléaire : le site opérationnel est positionné dans le périmètre de risque nucléaire lié à la défaillance d'un bateau militaire lanceur d'engin
- Risque accidents industriels
- Transports de matières dangereuses

Annexe 4 - Estimation du coût des travaux par grands postes

Lots	Désignation	Index BT	Noms des indices	Valeur indice août 2022	DCE Indice pour dernier indice connu
1	TERRASSEMENTS GENERAUX VRD ESPACES	TP01	Terrassements	128,9	676 254,56 €
2	FONDATIONS SPECIALES	BT06	Ossature, ouvrages en béton armé	125,8	429 730,73 €
3	GROS ŒUVRE	BT06	Ossature, ouvrages en béton armé	125,8	2 273 452,18 €
4	CHARPENTE BOIS	BT16b	Charpente bois en résineux d'importation	134,6	201 168,48 €
5	COUVERTURE BARDAGES LAMES BRISE SOLEIL	BT49	Couvertures et bardages en tôle d'acier	145,6	918 081,71 €
6	SERRURERIE METALLERIE CHARPENTE	0.8 x BT42 0.2 x BT07	Menuiserie en acier serrurerie Charpente métallique	144,7 191,7	355 424,92 €
7	ETANCHEITE DES TOITURES TERRASSES	BT53	Etanchéité	135,7	73 750,00 €
8	MENUISERIES ALU VITRERIE OCCULTATIONS	0.7 x BT43 0.3 x BT27	Menuiserie en alliage aluminium Fermeture de baies d'aluminium	136,2 148,9	206 325,80 €
9	CLOISONS DOUBLAGES FAUX PLAFONDS	BT08	Plâtre et préfabriqués	124,6	218 596,49 €
10	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES ET DURS	0.7x BT10 0.3 x BT09	Revetements plastiques + Carrelage	128,1 122,8	93 228,66 €
11	PEINTURE TRAITEMENT DES FACADES	BT46	Peinture	125,8	135 877,59 €
12	MENUISERIES BOIS AGENCEMENT MOBILIER	BT18a	Menuiserie intérieure	130,1	148 585,43 €
13	PORTES INDUSTRIELLES	BT28	Fermetures baies métaux ferreux	144,1	86 999,09 €
14	EQUIPEMENTS DE LEVAGE	BT01	Bâtiment	127,9	42 242,20 €
15	APPAREIL ELEVATEUR	BT48	Ascenseurs	133	33 854,55 €
16	CVC PLOMBERIE AIR COMPRI ME	BT41	Ventilation et conditionnement d'air	125,4	749 452,08 €
17	ELECTRICITE CFO CFA	BT47	Electricité	121,8	406 562,33 €
18	DEPOLLUTION	TP01	Terrassements	128,9	543 943,89 €
					7 051 590,79 €

TP01
meubles
010534738
BT47

128,9
118
121,8

17 641,42 €
62 802,60 €
24 742,38 €

Tranches optionnelles
101 Voirie lourde d'une largeur de 2 m en pied de bâtiment
106 Mobilier industriel
104 Extinction automatique à gaz inerte en salle serveurs

7 156 577,20 €

MAÎTRE D'OUVRAGE

CNRS

Les lucioles 1 Campus Azur
250 Rue Albert Einstein CS10269
06905 Sophia-Antipolis cedex

AMO PROGRAMMISTE

ID2AP

54 Chemin des Gorguettes
13720 La Bouilladisse

DT INSU La Seyne-sur-mer BÂTIMENT MEUST

MAÎTRISE D'ŒUVRE



Architecte mandataire

145 A, rue Alexandre Borrelly
83000 TOULON

Tel. 04 98 01 30 30
Email. bbg.architectes@wanadoo.fr



ADRET (BET CVC-Electricité-SSI)
ZAC des Playes - 837, avenue de Bruxelles
83500 La Seyne-sur-mer
Tél: 04 94 10 87 50
Email: laseyne@adret.net

AIES (BET Structure)
Parc d'activité tertiaire L'esquirol
266, Chemin de la Bayette 82220 Le Pradet
Tél: 04 94 33 74 56 - Email: contact@aies-bet.fr

Aquageosphere (BET Hydraulique VRD)
13 avenue des Maquisards
13126 Marseille
Tél: 04 30 65 04 54
Email: pe.vanlaere@aquageosphere.com

CET Varnier (OPC)
70 impasse des Plumbagos 83110 Sanary
Tél: 04 94 74 66 99 Email:
cet.varnier@wanadoo.fr

Erick WOILLEZ (Économiste)
105 rue du Passe-temps
13250 Cornillon Confoux
Tél: 06 08 18 18 29
Email: ewoillez@aol.com

Earthcase (ISPS)
Promenade de la Rambla 83270 Saint-Cyr
Tél: 06 24 60 31 01
Email: contact@earthcase.eu

Socotec environnement (Sols pollués)
La Bastide Blanche Bât D1 - RN113
BP 90196 - 13745 Vitrolles cedex
Tél: 04 42 77 40 23
Email: hse.mediterranee@socotec.com

SOCOTEC (Contrôleur Technique)
215, boulevard Amiral de Grasse -
83000 Toulon
Tél. 04 94 22 03 42
Email. cconstruction.toulon@socotec.com

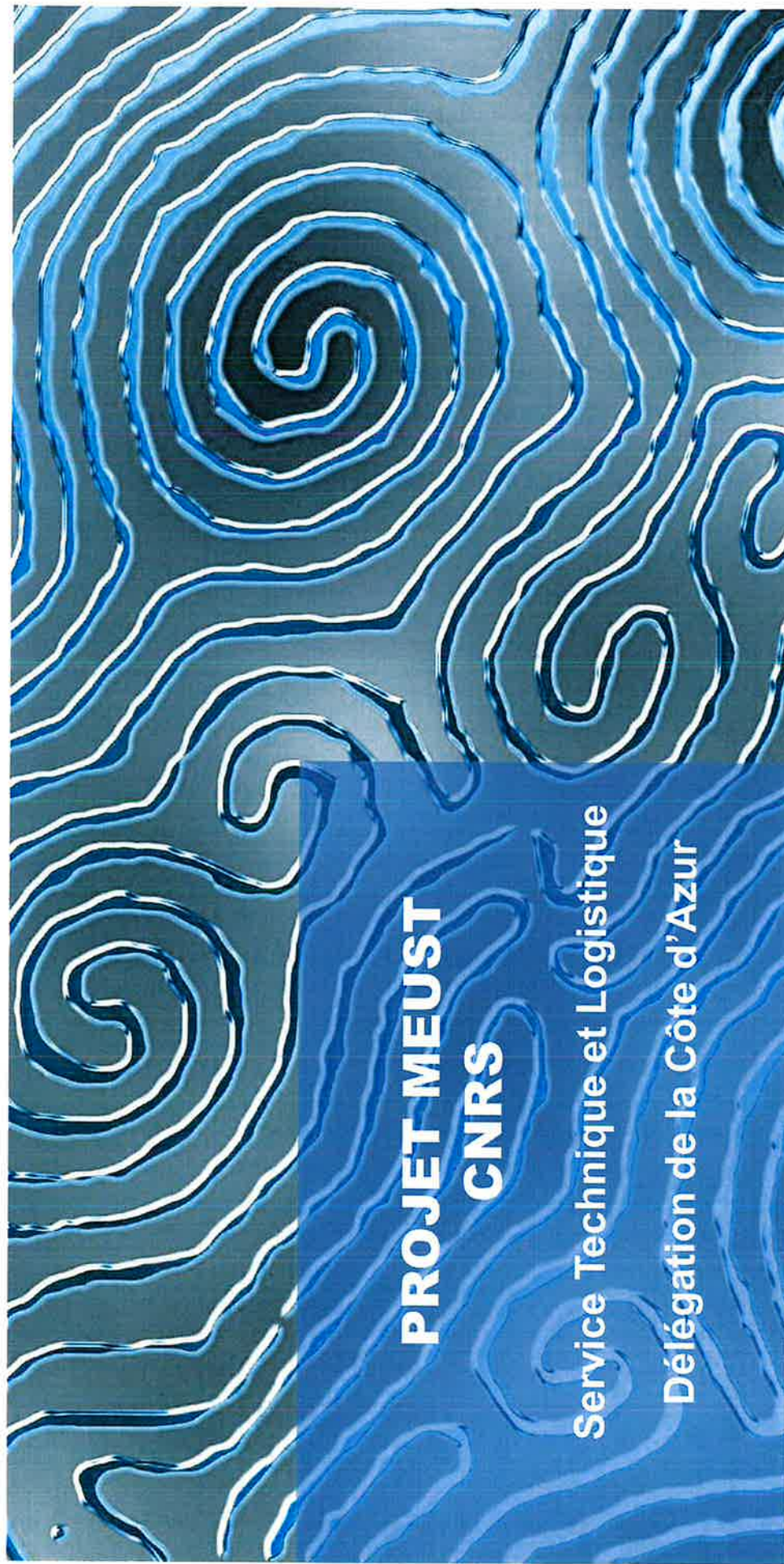
QUALICONSLT (CSPS)
Parc tertiaire Valgora Bâtiment A
83160 La Valette du Var
Tél. 04 94 08 01 29
Email. toulon.qcs@qualiconsult.fr

Intitulé:

Calendrier Prévisionnel d'exécution

Phase	Date	Numéro	Échelle
DCE	Avril 2022	I-02	
	Indice C		





PROJET MEUST CNRS

Service Technique et Logistique

Délégation de la Côte d'Azur



1

OBJET DU PROJET MEUST 1/3

Le CNRS réalise la base opérationnelle d'appui pour le chantier Méditerranée interdisciplinaire et inter-organisme sur le terre-plein de Brégaillon à la Seyne-sur-Mer au cœur du technopôle de la mer.

Ce bâtiment MEUST comprendra la Division Technique de l'INSU et plusieurs locaux mutualisés pour les laboratoires CPPM et MIO.

L'ensemble bâti d'une surface 2 426 m² (SP) comprend des locaux tertiaires et industriels (stockages, hall d'intégration et ateliers).

L'opération immobilière fera à terme partie du campus de Brégaillon formé par les AOT occupées par le CNRS, IFREMER et un tiers, la société Océanide occupant l'AOT n°30.

INSU : Institut National des Sciences de l'Univers

CPPM : Centre de Physique des Particules de Marseille

MIO: Méditerranean Institut of Oceanography



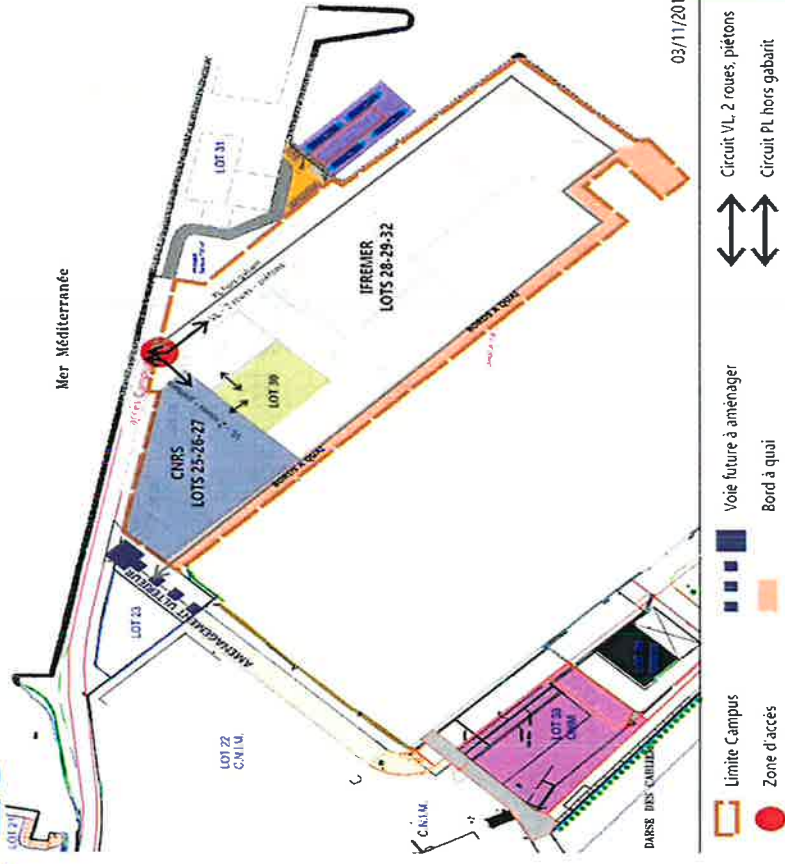
2

OBJET DU PROJET MEUST 2/3

Le projet immobilier se trouve sur une AOT regroupant les lots 25, 26 et 27 d'une superficie globale d'environ 4 178 m².

Les terrains de l'AOT sont livrés nus des constructions antérieures.

Les pollutions des sols seront traitées dans le cadre de l'opération, en collaboration avec la CCI du Var



03/11/2016

- Limite Campus
- Zone d'accès
- Voie future à aménager
- Bord à quai
- Circuit VL, 2 roues, piétons
- Circuit PL hors gabarit

PROJET IMMOBILIER CNRS OCTOBRE 2022 P 3



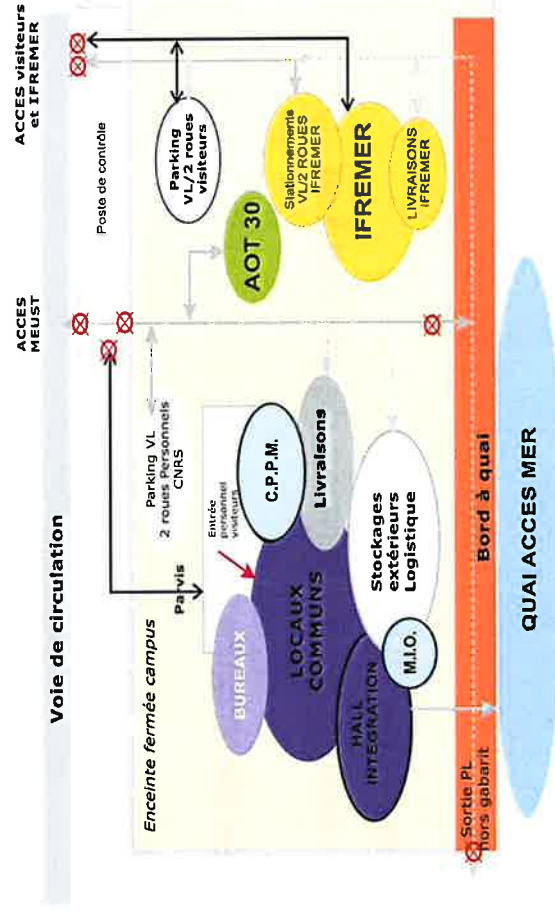
OBJET DU PROJET MEUST 3/3

L'ensemble immobilier comprend 2021m² SU et développe :

- ➔ Une zone tertiaire destinée à l'accueil des personnels permanents et non permanents.
- ➔ Un laboratoire pour les manipulations chimiques et plusieurs ateliers de la Division Technique de l'INSU
- ➔ Des moyens mutualisés pour le stockage et la maintenance des instruments
- ➔ Un hall d'intégration et de préparation de campagnes commun (525 m²) avec accès direct sur la mer.

FONCTIONNEMENT GENERAL

Légende



4

LES ATTENDUS 1/2

- Renforcer les moyens de la Division Technique de l'INSU :
 - Disposer de locaux adaptés aux travaux de recherche en termes de sécurité et d'ergonomie.
 - Mutualiser les moyens logistiques et les aires de stockage.
- Prendre en compte le développement durable :
 - Proposer une solution permettant de limiter les besoins énergétiques de fonctionnement.
 - Développer des solutions techniques pertinentes.
- Limiter les coûts opérationnels et respecter l'économie du projet :
 - Rationaliser les espaces et les équipements techniques.
 - Anticiper la gestion en termes d'exploitation et de maintenance
 - Permettre au gestionnaire d'anticiper les coûts d'exploitation et de maintenance.

La constitution d'un Campus Commun CNRS / IFREMER

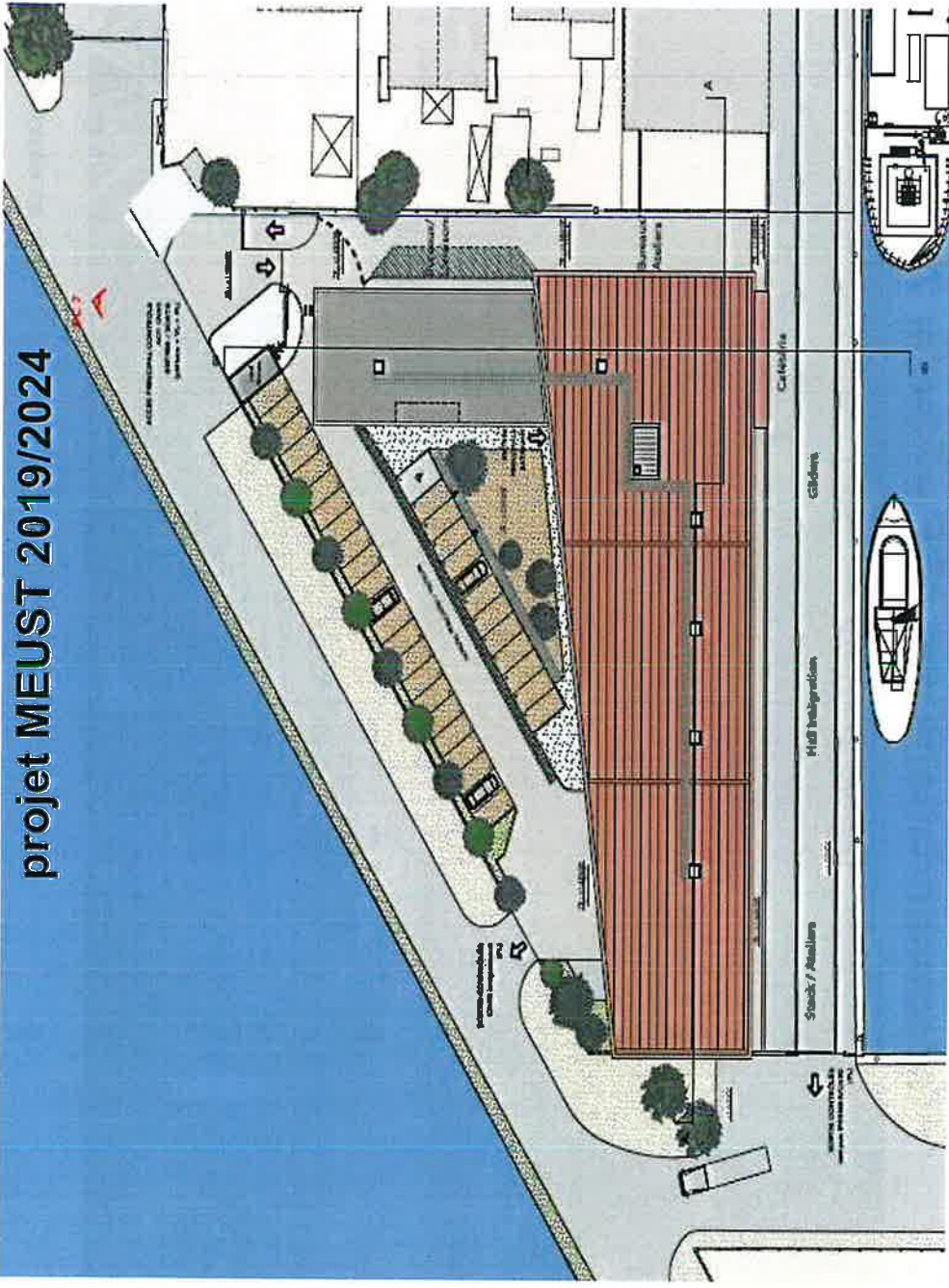
- Le renforcement des interactions scientifiques entre le CNRS et IFREMER.
- La mutualisation des prestations de service (gardiennage, poste de garde, entretien, réception des livraisons, etc.).
- L'élaboration d'un plan de circulation des véhicules plus fonctionnel et sécuritaire.

**Lauréat : Groupement BBG ARCHITECTES
Avril 2019**



Modification de la façade suite aux recommandations des ABF – Février 2020

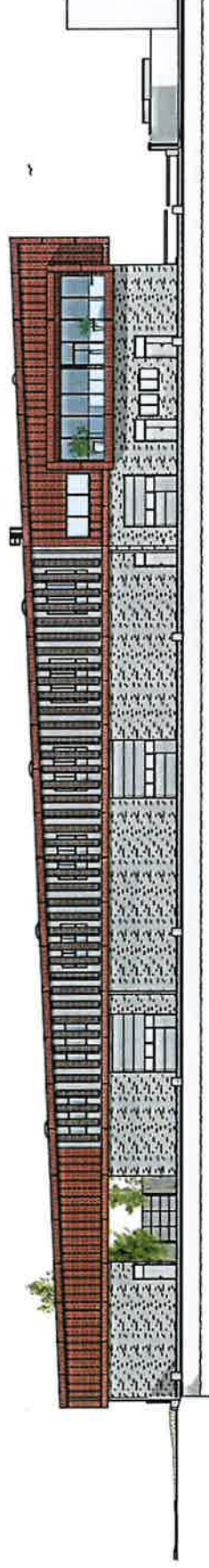




projet MEUST 2019/2024



projet MEUST 2019/2024



Façade Sud Ouest

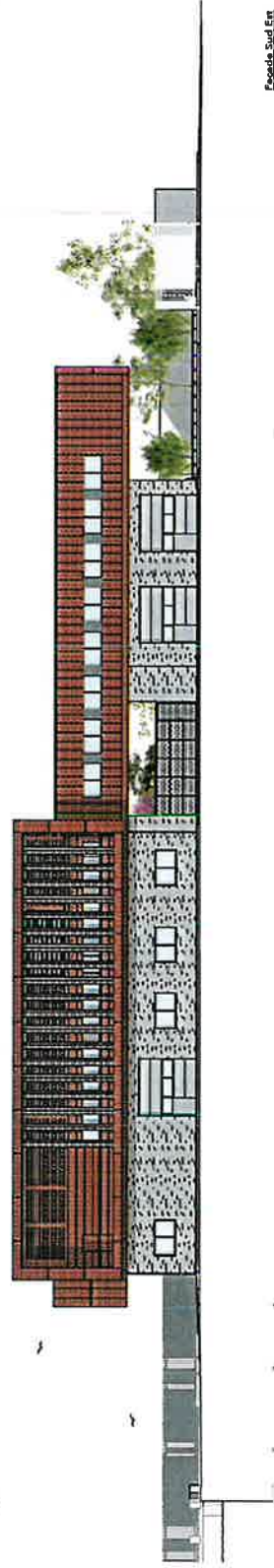


Façade Nord

projet MEUST 2019/2024

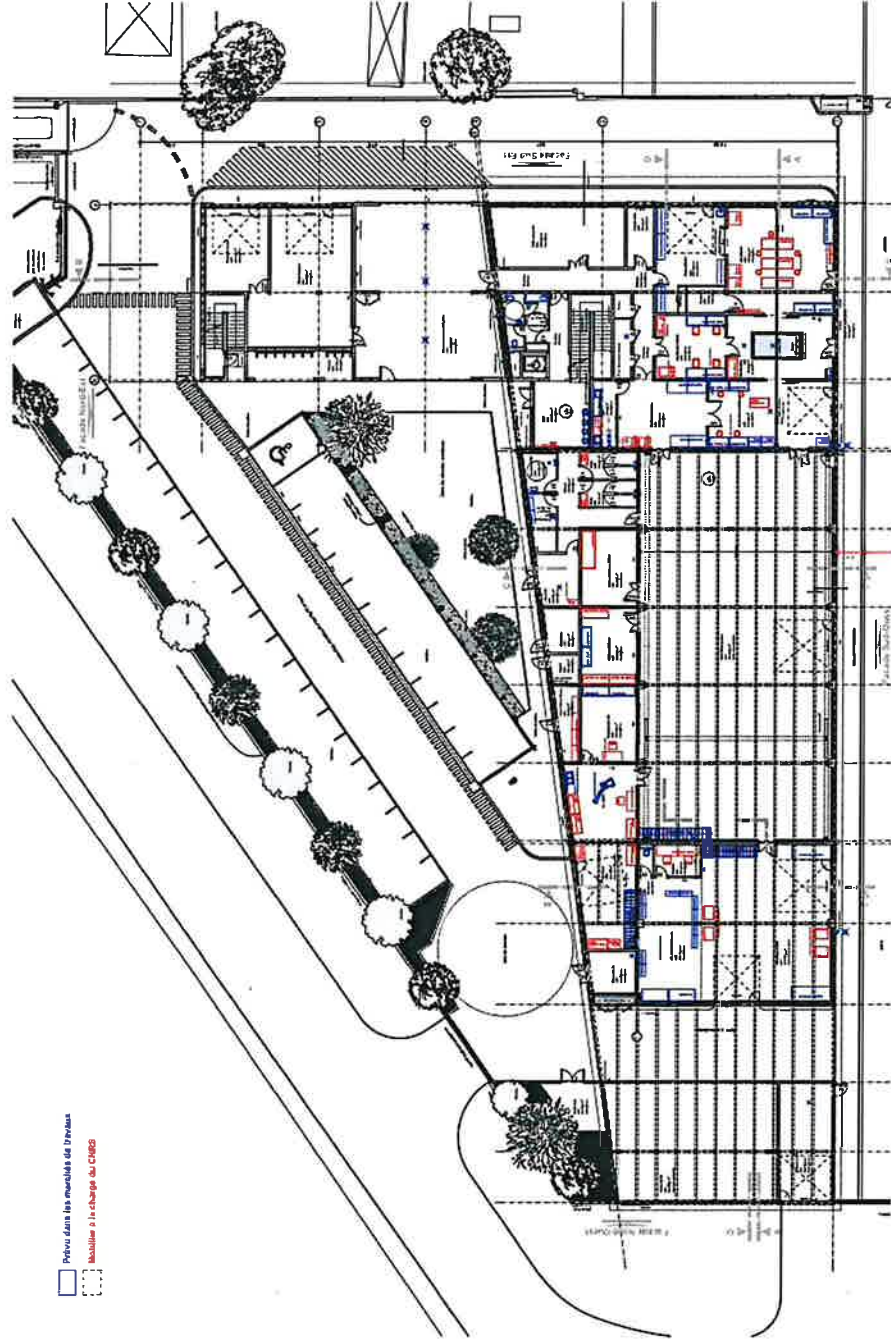


Façade Nord Ouest

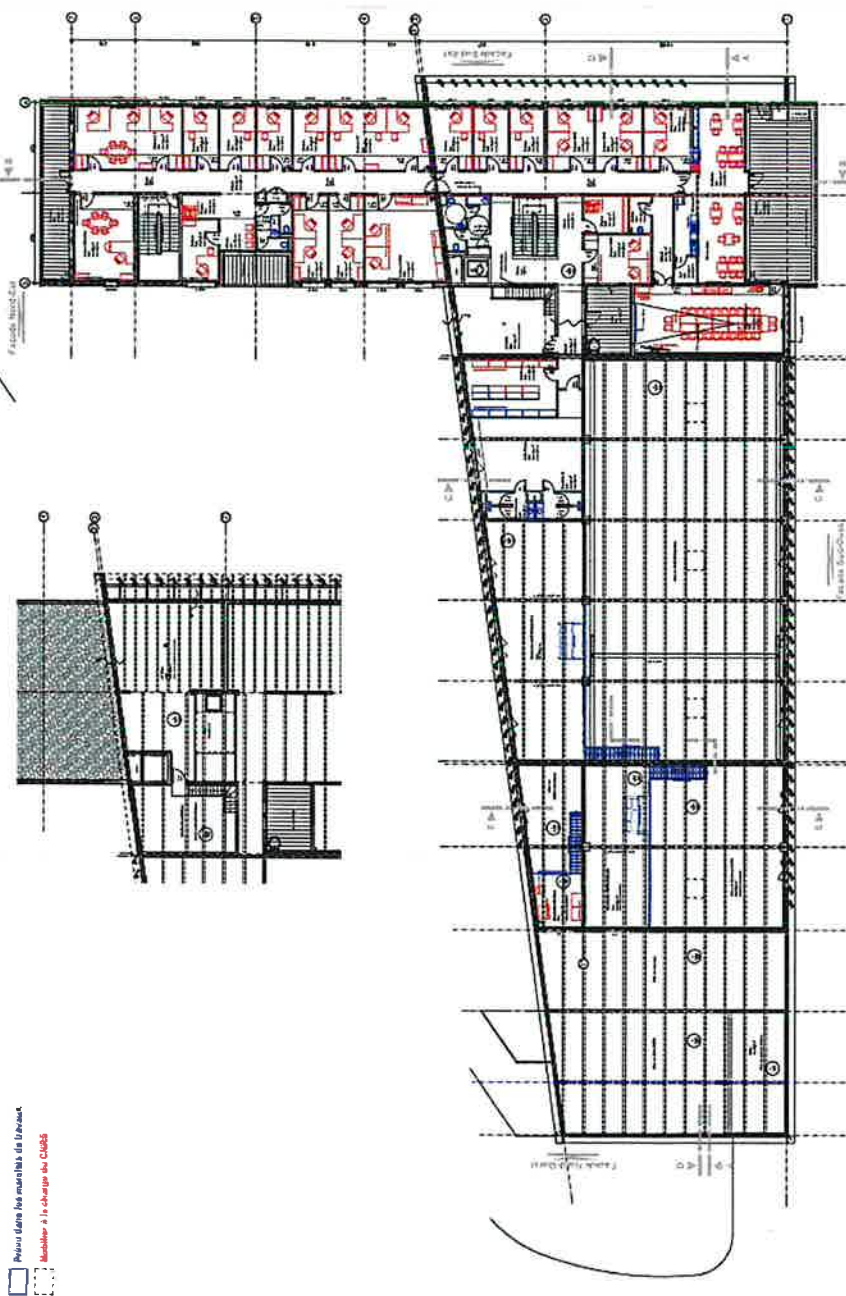


Façade Sud Est

PLAN RDC + MOBILIER



PLAN R+1 + MOBILIER



PLANNING DE LA CCI-VAR :

- ☐ 15 octobre 2020 : déménagement de la SNRTM
- ☐ 19 octobre 2020 : déconstruction des locaux et dépollution à la charge de la CCI (3 mois)
- ☐ Fin mars 2021 : Mise à disposition du terrain au CNRS

SNRTM avant nov. 2020



Déconstruction nov. 2020



Fin nov. 2020



PLANNING PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION MEUST

- ☐ Etudes et conception sur 24 mois ; jusqu'à mars 2022
- ☐ Démarches administratives, appel d'offres, notification des marchés de travaux sur 9 mois ; jusqu'à fin décembre 2022
- ☐ Terrassement et dépollution à la charge du CNRS pendant 9 semaines ; jusqu'à mars 2023
- ☐ Travaux (y/c terrassement et dépollution) sur 19 mois ; jusqu'à juillet 2024
- ☐ Mise à disposition du bâtiment en septembre 2024

